

doc  
CA1  
EA  
90L53  
FRE

DOCS  
CA1 EA 90L53 FRE  
Lyon, Peyton V, 1921-  
Les diverses loyautés de E. Herber  
Norman  
43255533

LES DIVERSES LOYAUTÉS DE E. HERBERT NORMAN

Rapport préparé pour Affaires extérieures et Commerce extérieur  
Canada le 18 mars 1990. Les opinions exprimées dans ce rapport  
sont celles de l'auteur.

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

APR 10 1990

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Peyton V. Lyon  
Professeur auxiliaire  
Département de sciences  
politiques  
Université Carleton  
Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

Conclusions	4
Egerton Herbert Norman	6
Discussion - Norman était-il un espion?	7
Norman était-il membre du parti communiste?	17
Norman a-t-il menti?	23
Pourquoi Norman s'est-il suicidé?	25
A-t-on fait preuve de discrétion?	29
Fréquentations particulières - Bentley, Sorge, Philby, etc.	32
Shigeto Tsuru	37
Anthony Blunt	38
Golitsyn	40
Gouzenko	41
Annexe A - Bibliographie	
Annexe B - Quelques réflexions personnelles sur le mystère Barros	

LES DIVERSES LOYAUTÉS DE E. HERBERT NORMAN

**"J'ai confiance qu'une étude complète et objective saura faire toute la lumière..."**

E. Herbert Norman, Ambassadeur au Caire, le 4 avril 1957

Le 14 décembre 1989, j'ai accepté un contrat de soixante jours avec le ministère des Affaires extérieures, dans le cadre duquel j'ai été chargé d'examiner tous les dossiers du Ministère sur E. Herbert Norman, ainsi que tous les mémoires, toutes les dépêches et tous les télégrammes émanant de lui. Je me suis engagé à suivre les "pistes susceptibles de permettre d'élucider l'allégeance de Norman à l'égard du Canada ... ainsi qu'à mettre au jour toutes relations qu'il aurait pu avoir avec l'Union soviétique". Le rapport que l'on attendait de moi devait être "de nature à pouvoir être diffusé dans le public" et devait, "idéalement, être suffisamment dépourvu d'ambiguïtés pour réfuter une fois pour toutes les allégations qui ont été faites au sujet de Norman". Ces indications mises à part, les Affaires extérieures ne m'ont communiqué aucune préférence, quelle qu'elle soit, au sujet des résultats de mon étude. Selon la nature de la preuve qu'il me serait possible d'accumuler, ma conclusion pouvait donc en être, selon le cas, une de "culpabilité", de "non-culpabilité" ou de "manque de preuve".

Les Affaires extérieures m'ont fourni un accès direct et illimité à leurs dossiers et je suis persuadé que j'y ai pris connaissance de tous les éléments susceptibles d'avoir une quelconque incidence sur mon mandat. L'accès aux dossiers de la GRC (aujourd'hui le Service canadien du renseignement de sécurité - SCRS) s'est révélé laborieux à obtenir, mais j'y suis finalement parvenu. Un bref échange entre les députés David Kilgour et Patrick Boyer aurait sans doute pu me rendre cette tâche plus facile. Le ministère de la Défense nationale a pour sa part mis à ma disposition des documents intéressants concernant les activités de renseignement de Norman en temps de guerre. De son côté, la bibliothèque de l'université de la Colombie-Britannique m'a fait parvenir des doubles de 68 lettres fougueuses de Norman, typiques de sa correspondance avec sa famille. J'ai également reçu du FBI une copie du dossier qu'il avait constitué sur Norman. Cinq des dix ou douze journaux auxquels j'ai écrit m'ont répondu favorablement : un seulement a exprimé au sujet de Norman une opinion critique. Quatre personnes m'ont également téléphoné et j'ai reçu en tout sept coups de fil de leur part, mais je doute fort que les conclusions principales auxquelles je suis parvenu auraient pu être influencées de façon notable par d'éventuels renseignements supplémentaires. Quoi qu'il en soit, les lacunes du présent rapport ne peuvent, le cas échéant, être mises sur le compte d'une insuffisance de collaboration ou de sources d'information

(on trouvera à l'appendice A de plus amples renseignements au sujet de ces sources).

### Conclusions

Les plus importantes conclusions auxquelles je suis parvenu sont à la fois rassurantes et sans équivoque :

1. Est-ce que Herbert Norman était un espion? Non. L'allégation contraire n'est fondée sur aucun élément de preuve, voire d'apparence de preuve.
2. Est-ce que Herbert Norman a été un "agent d'influence" à la solde de l'Union soviétique? A-t-il fourni à son gouvernement, ou à tout autre gouvernement, des avis conçus en vue de promouvoir des mesures favorables à quelque ennemi, réel ou potentiel? Ou même seulement fourni des informations fausses qui auraient eu le même résultat? Non. Il n'y a pas le moindre élément de preuve à l'effet que Norman aurait été un "agent d'influence", bien au contraire. Après quarante ans d'investigations, aucune circonstance incriminante n'a encore été mise au jour.
3. Norman était-il un marxiste, un communiste ou un sympathisant de l'Union soviétique? Oui. Ouvertement et avec ferveur dans ses années de collège (1933-1935) à Cambridge; plus discrètement, mais peut-être plus dogmatiquement lorsqu'il était à Toronto (1936-1937) et à Harvard (1936-1938). Son émancipation du communisme s'est faite de façon graduelle et on ne saurait assigner un point de rupture précis. Après être entré à la fonction publique, en 1939, il a rompu ses attaches avec son parti, mais a conservé plusieurs amis parmi les marxistes qu'il avait formés dans le courant des années 1930.
4. Est-ce que Norman était un membre du Parti communiste du Canada, de la Grande-Bretagne ou des États-Unis? Non. Il était certainement un compagnon de route, mais il n'a jamais été officiellement admis au parti, et on ne lui a jamais émis de carte. Les services qu'il aurait rendus au parti sont, à ma connaissance, insignifiants.
5. Est-ce que Norman a menti au sujet de son passé de communiste? Oui et non. Ce n'était pas un mensonge de nier qu'il ait jamais été membre du parti communiste. Toutefois, il a minimisé l'ampleur de son engagement à l'égard de celui-ci ainsi que sa connaissance des vues et des activités de ses amis de gauche. Le fait qu'il se soit abstenu de dire toute la vérité a porté préjudice à la crédibilité de son ministre et contribué à sa propre fin.

6. Pourquoi Norman s'est-il suicidé? Probablement pour la raison qu'il a lui-même invoquée. Même si l'épuisement a sans doute été un facteur, il n'aurait pas mis fin à sa vie s'il n'avait pas eu des raisons de craindre une répétition des terribles épreuves qui, dans les années 1950-1952, lui avaient été infligées dans le cadre de l'enquête menée par l'"Internal Security Subcommittee" (SISS) du Sénat américain à l'instigation de McCarthy. Il ne semblait pas craindre de nouvelles révélations vraiment sérieuses. Toutefois, il savait que le SISS était déterminé à les "avoir", lui et Lester Pearson, et que ses tactiques étaient impitoyables.

7. A-t-on tenté de brouiller les pistes? Oui, mais seulement dans le sens évident où, pour des raisons faciles à comprendre, tous les gouvernements traitent les questions de sécurité avec la plus stricte confidentialité. Les sources de renseignements, canadiennes ou étrangères, doivent être protégées; une part importante de l'information contenue dans les dossiers de sécurité n'est que ragots et, même après quarante ans, des innocents pourraient encore souffrir d'une éventuelle fuite. Dans le cas de l'affaire Norman, Pearson a fourni plus d'information qu'il n'était courant de faire et tant Norman que lui-même ont eu à en souffrir. Les Affaires extérieures et le SCRS ont tous deux rendu publique la majeure partie de leurs dossiers sur Norman en vertu de la Loi canadienne sur l'accès à l'information; les documents supprimés, que j'ai du reste tous eus en ma possession, n'apporteraient pas un éclairage essentiellement nouveau à l'affaire. On n'a certainement pas cherché à cacher des preuves indiquant que Norman était un espion communiste ou un agent d'influence. Les dossiers que j'ai examinés ne contiennent rien qui permettent d'étayer une telle allégation.

Herbert Norman était loyal envers le peuple du Japon, le pays de son enfance. Il était loyal envers l'humanité et la poursuite de la vérité historique. Il était loyal envers lui-même et n'a jamais renié cette jeunesse idéaliste qui lui avait fait inopinément voir dans le communisme et l'Union soviétique les seuls espoirs de l'homme civilisé. Et, par dessus tout, il était loyal envers ses amis et son pays.

Ces conclusions doivent être développées, mais je voudrais d'abord donner un bref aperçu de la remarquable carrière de Herbert Norman. Pour une biographie plus complète, je recommande l'ouvrage sympathique de l'historien professeur d'histoire américain, Roger Bowen "Innocence is not Enough". Il y a aussi, beaucoup plus court mais également excellent, le chapitre consacré à Norman de l'ouvrage "Six Canadian Journeys" de Charles Taylor. Plus succinct encore, mentionnons l'excellent article de Sydney Katz dans le numéro du 28 septembre 1957 de la revue Maclean's. L'argumentation de la poursuite est présentée

dans l'ouvrage intitulé "No Sense of Evil" de James Barros, Américain qui enseigne les sciences politiques à l'université de Toronto depuis 1969.

#### EGERTON HERBERT NORMAN

Herbert Norman est né de parents canadiens le 1<sup>er</sup> septembre 1909 à Karuizawa, au Japon. Son père (Daniel Norman, 1864-1941) et son frère (Howard, 1905-1988) étaient tous deux missionnaires méthodistes (plus tard l'Église Unie) et sa soeur (Grace, 1903-1989) a épousé un ministre de l'Église Unie, le révérend R.C. Wright. Norman a fait ses premières classes à la maison avec sa mère (Katherine Heal, 1870-1952), jusqu'à l'âge de huit ans, avant d'entrer à l'Académie canadienne à Kobe (Japon) et, par la suite, a poursuivi ses études à Toronto (1923-1924) et les a terminées (1928-1929) au Albert College, à Belleville (Ontario). Ses études officielles ont été coupées (1926-1928) par un séjour de deux ans dans des sanatoriums au Japon, puis en Alberta.

Sur les traces de ses parents, de son frère et de sa soeur, Norman a étudié (1929-1933) au Victoria College, à Toronto. Son domaine d'étude était les humanités et il a su mériter une bourse pour aller ensuite (1933-1935) faire des études d'histoire médiévale au Trinity College, à Cambridge (Angleterre). Au cours de ses deux années d'études à Cambridge, il s'est lié avec les mouvements de gauche et a reçu son diplôme avec une mention honorable.

À son retour au Canada, Norman épousa Irene Clark, de Hamilton, et se consacra (1935-1936) à l'enseignement des humanités au Upper Canada College. Il obtint une bourse de la Fondation Rockefeller pour aller étudier le japonais et le chinois à Harvard (1936-1938) et à Columbia (1938-1939). Sa dissertation doctorale portant sur L'émergence du Japon moderne a été défendue en mai 1940 et publiée sous les auspices de l'Institut des relations dans le Pacifique; ce livre obtint une reconnaissance rapide et durable et fit date dans l'historiographie japonaise.

Vers la fin de 1939, Norman entra aux Affaires extérieures en qualité de spécialiste des langues et fut détaché à Tokyo au début de 1940. Lors de Pearl Harbour (octobre 1941), il fut interné, mais, vers le milieu de 1942, il put rentrer à Ottawa où il dirigea à une section chargée du décodage de messages provenant des services de renseignement du Japon.

De septembre 1945 à janvier 1946, Norman servit à Tokyo en qualité d'agent de renseignement principal au sein de l'état-major du général Douglas MacArthur qui lui marqua beaucoup d'estime et qui demeura remarquablement proche de lui au cours des années qui suivirent. De mars à juillet 1946, Norman

remplaça Lester Pearson à Washington au sein de la Commission de l'Extrême-Orient.

Norman dirigea la Mission canadienne de liaison à Tokyo d'août 1946 à octobre 1950, puis fut rappelé à Ottawa pour répondre à de prétendues accointances communistes qu'on lui prêtait alors. Il fut lavé de tout soupçon et nommé chef de la Division de l'Amérique et de l'Extrême-Orient (de la fin de 1950 au milieu de 1951). En 1951 également, il occupa brièvement le poste de représentant permanent suppléant auprès des Nations Unies et, en compagnie de Pearson, prit part à la Conférence de San Francisco sur le traité de paix japonais. De juillet 1951 à mai 1953, il dirigea la Division de l'information qu'il quitta pour être nommé Haut-commissaire en Nouvelle-Zélande. En août 1956, juste avant la crise de Suez, il inaugura ses dernières fonctions en qualité d'ambassadeur en Égypte et au Liban. Il se suicida le 4 avril 1957.

Tout au long de sa carrière diplomatique, Norman poursuivit des travaux de recherche et d'écriture. Les quatre livres et le nombre appréciable d'articles et de rapports qu'il écrivit ont fait de lui l'un des deux plus grands spécialistes du Japon de l'Occident et demeurent très prisés au Japon même. Il y a eu trois éditions des oeuvres de Norman. La dernière, en japonais, éditée en 1988, compte quatre volumes de belle facture.

### Discussion

1. Norman était-il un espion? A-t-il transmis des renseignements secrets à un ennemi réel ou potentiel? De 1950 jusqu'au moment de sa mort, en 1957, la vie quotidienne et la vie passée de Norman a été soumise à un examen minutieux de la part de trois gouvernements - celui du Canada, celui des États-Unis et celui de la Grande-Bretagne - et cet intérêt à son égard s'est encore intensifié après son suicide, au moment où les politiciens, les journalistes et les universitaires sont entrés en scène, ainsi qu'en 1968-1969. Sur une période de quarante ans, il n'est pas possible d'attester objectivement que Norman aurait fourni clandestinement de l'information et rien ne permet sérieusement non plus de le penser. Certes, l'espionnage est un délit qu'il n'est facile ni de prouver ni d'écarter totalement, mais, compte tenu du nombre de défections et d'expositions au cours des dernières années, sans que Norman ait révélé quelque activité d'espionnage que ce soit, nous devons admettre son innocence à ce chef d'accusation. Même son plus acharné détracteur, le professeur James Barros, l'admet et cela a été confirmé par les moyens les plus puissants et les plus perfectionnés dont disposent le gouvernement et ses plus proches alliés.

2. Norman était-il un "agent d'influence"? Obligés d'admettre qu'il n'existe aucune preuve quelle qu'elle soit que Norman aurait été un espion, les doctes chasseurs d'espions se rabattent maintenant sur la possibilité que Norman ait été un "agent d'influence" ou un "agent de désinformation", ou les deux. Or, il se révèle que cette accusation est encore plus difficile à prouver que celle d'espionnage. Confronté à une étude des Affaires extérieures attestant que les rapports de Norman, lorsque celui-ci était en poste au Caire, étaient "exceptionnels" et ne révélaient aucune trace de prévention communiste, Barros accuse les auteurs de naïveté. "Aucun agent d'influence, a-t-il soutenu, serait assez inconséquent pour laisser transparaître quoi que ce soit dans un télégramme ou dans une dépêche" (185). Il n'explique toutefois pas comment, selon lui, Norman s'y serait pris pour transmettre du Caire à Ottawa ses prétendus avis (déloyaux).

Le problème du décodage des archives est encore plus compliqué lorsque l'on cherche un prétendu "agent de désinformation". Barros explique que "l'information transmise peut-être fausse, partiellement fausse ou, au contraire, entièrement vraie". Quelles autres possibilités y a-t-il? En outre, Barros ajoute avec une générosité peu coutumière qu'"...il arrive souvent que, placés devant les mêmes faits, des fonctionnaires tout à fait honnêtes en donnent des interprétations divergentes..." (144). Mon engagement à prendre connaissance des dossiers des Affaires extérieures et à formuler un jugement sur la loyauté de Norman revêt, à prime abord, un caractère périlleux puisque la simple relation des faits, semble-t-il, peut être interprétée comme une preuve de perfide "mésinformation".

Heureusement, dans de nombreuses autres situations, les mesures recommandées par Barros sont plus simples. L'une d'elles, par exemple, table sur la prétendue nécessité de tester la loyauté de Pearson sur l'ensemble de la période pendant laquelle il a été d'abord ministre, puis premier ministre (201). La méthode approuvée par Barros consiste à "juxtaposer" les avis ou les mesures préconisés par un individu donné à ce qu'il appelle les "objectifs russes". (186)

Jusqu'à un certain point, c'est là la méthode que j'ai moi-même adoptée pour me frayer un chemin à travers la multitude de rapports contenus dans le "dossier Norman" conservé aux Affaires extérieures. J'y ai également recherché des preuves que, dans ses rapports et recommandations à ses supérieurs, Norman avait dévié de la politique canadienne traditionnellement convenue en ce qui a trait aux intérêts du Canada à l'égard de l'Extrême-Orient, du Moyen-Orient et de la Nouvelle-Zélande. J'ai également comparé mes souvenirs à ceux de la plupart des agents qui avaient été les collaborateurs de Norman lors de ses

affectations dans ces trois régions ou lorsqu'il était au ministère des Affaires extérieures, à la Division de l'Extrême-Orient. Cette méthode de recherche peut ne pas paraître satisfaisante à ceux qui pensent que la politique canadienne est faite par un "club de vieux garçons" ou qu'elle est dominée par des idéologues un peu "rosés", comme c'est le cas du député Alex Kindy (débat, 4.11.8; 19.12.86), ou que Lester Pearson aurait probablement été l'"espion suprême de Moscou" (Barros 201). Cela n'aidera sans doute pas non plus si j'explique que je tiens la connaissance que je possède des grandes lignes de la politique extérieure canadienne de mes six années d'apprentissage du métier en tant qu'agent du service extérieur canadien à Bonn et à Ottawa (1953-1959), ainsi que des nombreuses années que j'ai consacrées depuis à des tâches d'enseignement et à la recherche concernant cette politique. Je n'ai jamais rencontré Norman et n'avais guère vu Pearson avant qu'il ne vienne à Carleton comme professeur pendant les deux dernières années de sa vie. Avant d'accepter la présente mission, je n'avais lu aucun des livres de Norman ni aucun livre écrit sur lui et je devais à John Le Carré la quasi totalité de mes connaissances en matière d'espionnage.

Les rapports de Norman étaient caractérisés principalement par leur excellente qualité et l'évidente et extraordinaire connaissance que leur auteur avait de l'histoire non seulement canadienne, mais également européenne et asiatique. Sa façon de voir les choses était lucide, son jugement pondéré et, s'il se laissait rarement aller à formuler des recommandations d'ordre général, celles-ci étaient en revanche toujours à l'unisson des principaux courants de l'opinion canadienne. Pas une ligne, pas une observation de la part de ses collègues qui soulève le moindre doute au sujet de l'orthodoxie de sa pensée et de sa loyauté. Après son suicide, des représentants des Affaires extérieures et de la GRC qui, sans se consulter, avaient scruté attentivement l'ensemble de ses rapports du Caire, sont parvenus à des conclusions analogues. Les personnes les plus proches de Norman ont été les plus surprises d'apprendre que, dans ses années d'études, il avait été un communiste militant, et encore plus surpris que certains puissent oser mettre en doute sa loyauté de fonctionnaire.

Le droit de Norman d'être considéré comme l'un des deux plus éminents spécialistes mondiaux du Japon ressort avec évidence dans la façon érudite avec laquelle il a écrit non seulement sur les partis et les hommes politiques japonais, mais également sur les industriels et les chefs militaires du Japon. Les Affaires extérieures ont transmis aux gouvernements d'autres pays du Commonwealth diverses dépêches émanant de lui, et ce, avec la fierté de pouvoir rendre partiellement la pareille devant ces volumineux rapports de la diplomatie britannique qui ne cessaient alors d'affluer au Canada. L'un des rapports de Norman qui avaient reçu un accueil des plus favorables était une dépêche

de celui-ci portant sur un voyage rituel que l'empereur avait fait en train en compagnie de son arrogant et encore puissant entourage. Barros a montré qu'il était peu versé en matière de diplomatie du Commonwealth lorsqu'il a prétendu que la raison pour laquelle l'une des dépêches de Norman avait été communiquée à Londres était parce qu'Ottawa avait des doutes au sujet de la compétence de celui-ci! (148-9)

Norman a appuyé de tout coeur les mesures de démocratisation qui ont été introduites au Japon par les autorités militaires américaines d'occupation sous le commandement du Général Douglas MacArthur. Les hommes responsables des agressions perpétrées par le Japon devaient, pensait-il, être jugés pour crimes de guerre ou, à tout le moins, écartés de la vie publique. Son grade au sein de l'état-major de MacArthur était tout juste équivalent à un grade de major, mais sa connaissance incomparable de la politique japonaise donnait un poids exceptionnel à ses observations et suscitait une profonde suspicion chez les officiers à tendances de droite qui voyaient dans les éléments les plus conservateurs du Japon la seule barrière sûre à l'influence soviétique. Un Américain écrivant un rapport sur les procès des criminels de guerre qui se déroulaient à Tokyo décrivit un jour Norman comme "un agent d'influence stalinien" qui s'est "propulsé à grand pas sur le devant de la scène" (Brackman, 147). Le seul élément en dossier qui semble permettre d'apprécier de façon tangible l'opinion de Norman concernant les procès est une lettre difficile à comprendre et d'un caractère tout à fait inusité dans laquelle celui-ci demande instamment au général d'atténuer la rigueur des sentences de deux prévenus trouvés coupables de crimes de guerre alors qu'aucun d'eux ne pouvait, même de loin, être associé à l'opinion de gauche. Il est possible qu'il y ait eu un certain fondement à la thèse selon laquelle il aurait voulu éliminer les figures fortes de l'entourage de l'empereur afin d'affaiblir l'institution impériale et il est vrai qu'il a effectivement cru qu'une fonction impériale purement cérémoniale serait plus difficile à exploiter à des fins maléfiques par un futur cabinet. Toutefois, à l'instar de MacArthur, Norman considérait l'empereur comme un "pantin" auquel il n'imputait pas de responsabilité personnelle à l'égard de la guerre. Par conséquent, il ne demanda pas que celui-ci fût déposé.

Norman était en faveur du démantèlement des grands complexes industriels. Il préconisait également une réforme agraire destinée à faire en sorte que les paysans aient une place dans le système et soient motivés à résister à la collectivisation. Les suggestions de réforme constitutionnelle qu'il fit en 1948 consistaient seulement à préconiser un accroissement du pouvoir démocratique spécifique de la chambre basse de la diète au détriment de la chambre haute. Après s'être assuré que les dangers évidents de la vieille aile militariste

japonaise avaient été éliminés, Norman proposa de laisser le maximum de latitude aux Japonais quant à la constitution d'institutions démocratiques dans lesquelles ils se reconnaissent et au droit d'apprendre à partir de leurs propres erreurs. L'énorme attrait des ouvrages et des points de vue de Norman aux yeux des Japonais réside en grande partie dans sa capacité de faire référence à des personnages de l'histoire japonaise tels que Ando Shoeki qui possédaient une philosophie démocratique de leur propre cru. Écrire un livre sur Shoeki donna de toute évidence à Norman une grande satisfaction personnelle et cela incita les Japonais à rechercher le meilleur dans leurs propres traditions. Toutefois, Norman n'a pas manqué de se montrer acerbe dans son jugement sur la politique japonaise contemporaine qu'il a qualifiée de "morne et lugubre marécage". Selon lui, tous les leaders politiques japonais étaient "enclins à la chicane, à l'opportunisme, à la collusion et à une ambition effrénée".

Barros a laissé entendre que Norman avait dénigré l'image du général MacArthur. Il est vrai qu'il s'est livré à son égard à quelques gentilles bourrades dans les côtes, lui reprochant, notamment, d'être vaniteux et bavard et, apparemment, de ne pas craindre les volte-face, mais il est également vrai qu'il lui a témoigné énormément de respect, d'admiration et d'affection. De plus, il était généralement d'accord avec ses prises de position, du moins jusqu'à ce que celui-ci se rétracte. Il écrivit du reste quelque part que, selon lui, il n'y avait personne en vue qui "possédât des pieds suffisamment longs pour pouvoir porter ses souliers". Lorsque MacArthur utilisa à plusieurs reprises son pouvoir presque absolu pour prévenir d'importantes grèves, Norman expliqua que le but de ces mesures était de venir en aide à la population, et non aux troupes d'occupation, et il loua les décisions du général comme ayant été "modérés et sages".

Au fur et à mesure de l'intensification de la guerre froide et du déplacement de l'intérêt marqué par la politique d'occupation pour la démocratisation du Japon vers la constitution de ce pays en un bastion du "monde libre", les rapports de Norman reflétèrent du regret plutôt que de la colère ou de l'opposition. Il ne remit aucunement en cause la nécessité de résister à l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord et se montra compréhensif à l'égard de mesures telles que le muselage de la presse communiste et la purge du leadership du parti même si, selon lui, le filet avait été déployé plus grand que les besoins ne le justifiaient. Très tôt, Norman et le général étaient tombés d'accord que les communistes japonais n'étaient pas à la solde de l'Union soviétique et que, en temps et lieu, ils pourraient bien devenir des socialistes et des démocrates. Toutefois, même avant la guerre de Corée, Norman avait rapporté que les communistes perdaient des appuis en raison

de leur "flagornerie à l'égard de Moscou". Au sujet des communistes chinois, Norman a écrit qu'ils témoignaient "une fierté presque pharisaïque à l'égard de l'orthodoxie de leur théorie marxiste, ce qui tend à les rendre rigides."

L'enthousiasme de Norman à l'égard du général MacArthur trouvait son exact pendant chez ce dernier qui l'a qualifié un jour de "notre meilleur homme" et qui s'était dit prêt à écrire au premier ministre King pour lui demander de bien vouloir prolonger l'affectation de Norman à Tokyo. Le fait est que le brigadier-général E.R. Thorpe, G2 et chef du contre-espionnage de l'état-major de MacArthur, dit en 1946, dans une lettre adressée à King, que "Norman a conquis le respect et l'admiration de tous... Il sera difficile en effet de combler le vide laissé par son départ". Thorpe parla également des "connaissances approfondies" que Norman possédait sur le Japon et de ces "travaux intellectuels" qui dénotaient chez lui une "brillante intelligence". Plusieurs membres de l'état-major de l'armée d'occupation avaient lu le livre de Norman, certains plusieurs fois. Son influence était certainement très grande et devenait particulièrement marquée en ce qui a trait au processus de réforme démocratique et aux politiques axées sur les besoins de la population. Norman discutait rarement de questions économiques et ne portait aucun intérêt aux politiques socialistes axées sur la propriété collective et le plan. Sa faiblesse, s'il en avait une, était du côté du libéralisme et, s'il est vrai qu'il a éveillé les soupçons du général Charles Willoughby, l'autre G2 de MacArthur, Barros n'en a pas moins tout à fait tort de prétendre, comme il l'a fait, que, en 1946, Norman avait été congédié. En fait, on avait besoin de lui à Washington pour remplacer Pearson au sein de la Commission pour l'Extrême-Orient.

Willoughby, qui n'avait confiance en aucun des jeunes officiers de l'état-major du commandement d'occupation qui professaient des idées libérales était lui-même un personnage controversé. Né "Adolph Weidenbach", Willoughby avait vécu en Allemagne jusqu'à dix-huit ans et était devenu un farouche admirateur du "généralissime" Franco, dont la photo ornait le mur de son bureau, avant de prendre sa retraite en Espagne. Il a remis entre les mains de l'"Internal Security Subcommittee" du Sénat américain, qui préparait un dossier contre Norman, des renseignements tout à fait erronés qui avaient partiellement trait au rôle de Norman dans la libération de seize prisonniers politiques, dont deux communistes qui avaient été incarcérés pendant dix-huit et dix-neuf ans, respectivement. Dans une lettre à sa famille, Norman décrit ce moment "comme le moment le plus excitant de sa vie". Il est parvenu par la suite à démontrer que lui et son collègue américain, John Emmerson, n'avaient fait qu'obéir strictement aux ordres, mais il n'est

jamais parvenu à convaincre les chasseurs de sorcières de Tokyo et de Washington de sa bonne foi.

Le Canada n'avait fourni d'hommes ni pour la conquête, ni pour l'occupation du Japon et sa diplomatie était axée sur l'Europe. Il avait relativement peu d'intérêt, et encore moins d'influence, en ce qui a trait à l'édification de la politique d'occupation au Japon. Il était compréhensible, par conséquent, qu'une part importante des rapports de Norman consistait simplement en des comptes rendus de conversations avec des personnes influentes, notamment le commandant suprême. La situation changea avec l'invasion de la Corée du Sud pendant la dernière année de l'affectation de Norman au Japon. En effet, il a alors été autorisé presque d'emblée à placer deux destroyers sous le commandement du nouveau commandant des Nations Unies, le général MacArthur, et ses collègues des Affaires extérieures à New York ont pris une part très active à l'édification de la politique coréenne de l'ONU. Norman a su établir un bon rapport avec le représentant du secrétaire-général de l'ONU pour l'Extrême-Orient, ainsi qu'avec le commandant des forces britanniques. Ses télégrammes au sujet des combats se firent de plus en plus sombres et il se mit à déplorer le fait que, à Tokyo, les pourparlers de guerre tendaient maintenant à dominer le discours démocratique. Comme il le rapporta lui-même, plusieurs semblaient attendre une troisième guerre mondiale à tout moment et personne ne s'intéressait à une planification de la paix à long terme. Rien ne semblait présager autre chose qu'un engagement total à l'égard du plan collectif de sécurité en Corée, mais, à l'instar de la plupart des autres Canadiens, Norman se montra très critique à l'égard de la décision de MacArthur de franchir le 38<sup>e</sup> parallèle jusqu'à cette frontière avec la Chine qui était constituée par la rivière Yalu.

À partir de son rappel, en octobre 1950, Norman est devenu un homme en proie aux attaques de ses détracteurs et constamment habité par la crainte. Bien qu'il ait été lavé de tout soupçon et que la GRC lui eut accordé son visa d'autorisation de sécurité pour les activités spéciales (AS), c'est-à-dire une cote de sécurité supérieure à "très secret", Norman mettait la haute direction des Affaires extérieures dans une situation délicate. En effet, bien que convaincue pour sa part de la loyauté de Norman, elle craignait que les Américains et, éventuellement, les Britanniques n'en continuent pas moins de nourrir des doutes à son égard. Dépourvu de la confiance des alliés et, par conséquent, privé d'accès à certains documents classifiés, son utilité était limitée. Plusieurs auteurs, notamment les professeurs Barros et Jack Granatstein (64), se disent surpris que Norman accède si rapidement à la direction de cette instance diplomatique "si sensible et si stratégique" qu'est la Division de l'Amérique et de l'Extrême-Orient, et Barros voit plus qu'une simple coïncidence dans le fait que son homologue londonien soit

ce Donald Maclean qui fera bientôt défection pour aller se réfugier dans la patrie spirituelle soviétique. En fait, ils n'avaient rien à craindre. Un mémorandum à classer émanant d'Evan Gill, chef du personnel des Affaires extérieures, reprochait à Norman son indolence pour s'être absenté de son bureau chaque jour avant dix-sept heures! L'excuse de Norman était vraisemblablement que toutes les questions importantes, notamment celles concernant la défense et le commerce extérieur, étaient référées aux divisions fonctionnelles, ce qui avait plutôt pour effet d'alléger sa charge de travail. On avait donc pris soin, comme cela arrive, de s'assurer que certains des dossiers qui devaient normalement être référés à la Division de l'Amérique soient détournés vers d'autres services tandis que Norman se voyait confier des travaux de recherche supplémentaires pour s'occuper. Gill, qui ignorait manifestement la nature réelle du problème "Norman", aura sans doute été le seul à jamais avoir reproché à Norman de tirer au flanc. Norman avait une telle capacité de lecture, d'assimilation et d'écriture que les corvées qui lui ont été assignées lui ont souvent paru faciles. Deux de ses plus proches collaborateurs n'hésitaient pas quant à eux à le qualifier de "génial".

En 1943, alors qu'il dirigeait la section japonaise de l'Unité d'examen des Affaires extérieures, Norman s'était un jour fait rabrouer par T.A. Stone parce que, selon lui, il en faisait trop. Le fait est qu'il avait, sans qu'on le lui demande, rédigé à l'intention de ses supérieurs un rapport sur la situation en Allemagne. Norman avait alors expliqué d'un ton peiné qu'il possédait une "curiosité insatiable" et qu'il avait découvert en faisant ses études qu'il était souvent éclairant de comparer des situations apparemment sans rapport l'une avec l'autre. Le fait est que cette dimension comparative ajoutait beaucoup à l'intérêt de ses livres et articles et contribuait à les rendre attrayants aux yeux des Japonais; nombre d'entre eux tendaient à les considérer comme tout à fait uniques en leur genre.

Contrairement aux allégations faites par Barros à plusieurs reprises (125), la carrière de Norman était nettement en déclin au moment où il a été muté de la Division de l'Amérique et de l'Extrême-Orient à la Division de l'information du Haut-commissariat de la Nouvelle-Zélande. Ce n'est qu'avec son affectation au Caire, en 1956, que cette carrière a repris une courbe d'évolution ascendante. La Nouvelle-Zélande (1954-1956) ne présentait guère de défi à Norman, mais on lui faisait une telle confiance qu'il aurait eu beau jeu, le cas échéant, de déployer ses talents d'"agent d'influence". Le petit dominion n'avait que rarement, voire jamais, reçu un diplomate à la fois aussi savant et aussi aimable que Herbert Norman. Il y était proche de tous ceux qui, là-bas, y avaient quelque influence et, dit-on, était même invité à l'occasion à prendre part aux réunions du cabinet. La Nouvelle-Zélande, selon les rapports de

Norman, était engagée dans un processus qui tendait à la détourner de la mère-patrie britannique pour en faire une proche alliée des États-Unis; nous ignorons toutefois si une telle évolution plaisait ou non à Norman. Les meilleures parmi les dépêches de Norman étaient des études sociologiques portant sur des îles du Pacifique autres que la Nouvelle-Zélande elle-même. Barros, Chapman Pincher, William Stevenson et Peter Worthington prétendent tous que Norman a travaillé pour le KGB pendant qu'il était en Nouvelle-Zélande. Il serait intéressant de découvrir de quelle façon.

Le rythme a changé au Caire en même temps que s'est vraisemblablement présentée la possibilité pour Norman de faire du tort. C'est du moins là l'opinion alarmiste des sénateurs de l'"Internal Security Subcommittee" (SISS). Avec la crise de Suez, l'attention mondiale s'est tournée vers le Caire. Lorsque le SISS apprit que Norman y avait été nommé et que son "compagnon de relaxe", John Emmerson, était cantonné à proximité, dans la ville de Beyrouth, et qu'ils avaient déjeuné ensemble, "ce fut la consternation". Le conseiller du SISS enfrenait alors les règles et une promesse formelle en rendant public divers éléments de dossier, y compris d'anciennes allégations non fondées à l'effet que Norman était un communiste. Son intention probable, fait observer Barros sans trace de critique, était "... d'embarrasser le gouvernement canadien suffisamment pour que celui-ci démette [Norman] de ses fonctions au Caire et à Beyrouth" (125). Si tel était le dessein poursuivi par le "juge" Morris, quel éclatant succès n'a-t-il pas remporté!

La crise de Suez a attiré de nombreux journalistes au Caire et, en tant que l'un des trois ambassadeurs les plus admirés et les plus influents, Norman était très demandé. Les deux autres, l'ambassadeur de l'Inde et celui des États-Unis, étaient ses proches amis. Un diplomate britannique a dit que Norman avait appris davantage de choses sur le Moyen-Orient en quelques mois qu'il n'en avait lui-même appris en dix ans. Norman gagna rapidement la confiance de Nasser ainsi qu'un accès relativement facile à son audience. Cela s'est révélé un atout décisif puisque le jeune dictateur avec tout son charisme avait la réputation d'être ombrageux et impulsif. Il fallut donc tout le tact et les ressources de Norman pour persuader celui-ci de coopérer avec la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) et, plus particulièrement, d'accepter que le Canada y apporte une participation appréciable. En raison de leurs uniformes à la Britannique et plus particulièrement de leurs attaches au sein du Commonwealth, Nasser était rempli de suspicion à l'égard des Canadiens et le fait de triompher de cette suspicion a constitué le point culminant, et sans doute la tâche la plus ardue, de la carrière diplomatique de Norman.

Rien dans la stratégie diplomatique de Norman en matière énergétique, ni du reste dans ses rapports, ne s'écartait de la ligne des intérêts du Canada au Moyen-Orient, laquelle, à ce moment-là, n'était guère différente de celle des deux super-puissances. Toutefois, la Grande-Bretagne et la France, de mèche avec Israël, avaient clairement commis une "agression" contre l'Égypte. Les États-Unis et l'Union soviétique, à l'instar de la quasi totalité de la communauté internationale, voulaient que les agresseurs se retirent pour mettre un terme à la crise. Le Canada était entièrement d'accord, mais, en même temps, souhaitait pouvoir atténuer l'humiliation de ses opiniâtres mères-patries et colmater la douloureuse fissure qui s'était fait jour dans l'alliance occidentale. Ayant été à l'origine de l'opération de pacification de l'ONU, le Canada souhaitait également éviter l'embarras que lui occasionnerait un éventuel rejet de ses propres forces en tant que partie intégrante de la force d'urgence de l'ONU commandée par le général canadien E.L.M. Burns.

Les rapports de Norman étaient favorables à la position égyptienne, mais moins acerbes à l'égard d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France que, par exemple, ceux qu'un Norman Robertson émit depuis Londres. Dans une lettre à sa famille, Norman affirma que, selon lui, "les nations autour d'Israël [avaient] une bonne raison de nourrir des craintes à l'égard de ce voisin dur, intransigeant et agressif planté au beau milieu de leur horizon". Il ne s'est toutefois jamais montré aussi critique à l'égard d'Israël dans ses rapports officiels. Sa sympathie profonde allait, comme toujours, à l'opprimé et, dans le cas présent, à l'Égypte pauvre et militairement vulnérable. Il ne manquait jamais une occasion de mettre l'Égypte en garde contre la tentation de se fier à un éventuel appui de la part de l'Union soviétique. Il ne pensait pas non plus que Nasser serait enclin à s'engager dans cette voie si les puissances occidentales acceptaient de faire droit à son besoin d'être traité en "partenaire" et non en client. Selon Norman, Nasser n'était pas très fort sur le plan idéologique et, s'il avait un modèle dans le monde communiste, c'était Tito. Sa position vis-à-vis l'Union soviétique lui rappelait Tchang Kai-shek dans les années 1925-1927.

Une autre analogie historique a aidé Norman à vaincre la profonde suspicion de Nasser à l'égard des liens que le Canada entretenait avec la Grande-Bretagne dans le cadre du Commonwealth. C'est ainsi qu'il prit pour exemple l'attitude du Canada lors de l'incident des Canaques, en 1922, et, également, le rôle de celui-ci lors de la Conférence de Washington, en 1921, pour illustrer les manifestations précoces de cette véritable indépendance. Dans une discussion avec un autre dirigeant égyptien, Norman dit que, selon lui, on devrait voir dans les troupes canadiennes au sein de la FUNU non pas un objet de

suspicion, mais plutôt quelque "1 200 E.L.M. Burns de divers grades", par référence au justement populaire général "Tommy" Burns.

Au début, Norman trouvait Nasser "simple, amical et dépourvu d'affectation" dans sa façon de s'exprimer. Interrogé par la suite à ce sujet, il a qualifié le comportement de Nasser comme étant celui d'un "adolescent morose et turbulent" et a critiqué ses discours comme étant ceux d'"un amateur et d'un irresponsable". La vie sous le régime autoritaire de Nasser n'était pas facile et l'entretien des relations diplomatiques était une tâche difficile. Cela contribua sans doute au sentiment dépressif que Norman avait commencé à éprouver avant que ne parviennent à lui des rapports faisant état d'une recrudescence des sentiments hostiles à son égard des gens de Capitol Hill. Toutefois, ses dépêches et ses télégrammes ont continué d'être rédigés sur le même ton informatif et pondéré que d'habitude jusqu'à quelques jours à peine avant la tragédie.

Norman a admis avoir relevé un défi de taille en essayant d'aider à établir la première force pacificatrice de l'ONU en sol égyptien. Sa façon énergique, imaginative et compétente de s'acquitter de cette tâche lui a valu l'admiration de tous. Et il a continué jusqu'à quelques jours à peine avant la tragédie à produire ses rapports que l'on jugeait "exceptionnels" et dépourvus de tout parti pris apparent.

Norman était-il membre du parti communiste?

Un Canadien de tendance conservatrice, qui a connu Norman à Cambridge et qui l'a aidé à se trouver du travail en 1935, soutient que Norman aurait avoué être membre du parti communiste et même travailler pour celui-ci. Robert Bryce, qui est devenu un grand mandarin à Ottawa, rapporte que, lorsqu'il était à Cambridge, Norman lui avait demandé s'il avait l'intention de se joindre "au parti". Bryce a interprété cela comme une invitation de la part d'un membre, mais il concède que cela n'était pas nécessairement le cas. Dans ses mémoires, George Ignatieff (19) écrit que Norman avait été "membre d'une quelconque cellule communiste et l'avait admis ouvertement lorsqu'il était entré aux Affaires extérieures" (119). Mais qui d'autre a entendu une telle confession? Il est plus difficile de ne pas ajouter foi à une déclaration de Norman contenue dans une lettre à son frère écrite en 1937 et dans laquelle il aurait affirmé que c'est sous la "tutelle" de John Cornford qu'"[il] serait entré au Parti".

Interrogé à ce sujet, Norman a toutefois systématiquement démenti avoir jamais été membre de ce parti, démenti qui est par ailleurs corroboré par les dossiers de la police qui avait pénétré si profondément dans les rangs de celui-

ci qu'elle était persuadée de savoir qui en était ou non membre en Grande-Bretagne, au Canada ou aux États-Unis.

Pourquoi Norman a-t-il apporté à cette question des réponses contradictoires? Cornford, l'ami avec lequel il était "le plus étroitement lié" à Cambridge, était le leader charismatique du mouvement communiste étudiant. Sa mort sur le champ de bataille a été un événement bouleversant pour Norman qui, dans une lettre à ses proches, s'en voulait beaucoup de ne pas être allé combattre le fascisme en Espagne. Sur une telle toile de fond, la prétention de Norman d'être "entré au Parti" est davantage à interpréter comme une rodomontade que comme une confession.

Mis à part les doutes concernant la véracité des propos de Norman et les rebondissements ultérieurs dans lesquels Pearson a lui aussi été impliqué, la question de l'appartenance ou non au parti communiste est sans importance. En effet, si Norman n'est jamais devenu membre du parti communiste, cela pourrait très bien être parce que le parti lui-même jugeait que cela était mieux ainsi. En effet, en dépit de toute la "magie noire" que membres et non-membres du parti communiste associaient à la carte de ce dernier, nombre de fervents partisans n'en possédaient pas. Lors de l'interrogatoire auquel il a été soumis en 1952, Norman a admis avoir été très proche du parti et qu'il y serait probablement entré s'il était demeuré à Cambridge un an de plus. En outre, il avait parlé comme un communiste, avait-il avoué, et ne pouvait blâmer personne d'avoir pensé qu'il en était vraiment un. Pendant son séjour à Cambridge, sa corvée à lui aurait consisté à convaincre des étudiants indiens d'entrer au Parti et à prendre eux-mêmes en main la relève d'un club étudiant regroupant des compatriotes à eux. Selon les annales, il aurait eu du succès avec au moins quatre étudiants. Norman n'a jamais admis avoir rempli un tel rôle, mais deux de ses amis, le professeur Victor Kiernan et le professeur Harry Ferns, qui auraient pris la relève au cours des années suivantes, affirment le contraire. Quoi qu'il en soit, la tâche était-elle "sinistre à l'extrême" comme l'a prétendu Baros? (11) Le combat de l'Inde pour l'indépendance étant enclenché, les étudiants indiens à l'étranger étaient surveillés de près et les méthodes de recrutement devaient se faire discrètes. Cela pourrait donc être la raison pour laquelle Norman n'est jamais devenu un membre "porteur de carte" du parti communiste. Cela permit à Norman par la suite de se targuer ou de se défendre, selon les circonstances, d'être un membre du parti communiste, et ce, sans nécessairement dévier littéralement de la vérité.

Norman était-il un marxiste, un sympathisant du parti communiste et un admirateur de l'Union soviétique?

Lorsqu'il était à Cambridge, la réponse est oui de toute évidence. Et lui-même et Robert Bryce y ont pris part à des meetings de la vaste et très dynamique Société socialiste de Cambridge qui était de plus en plus sous la domination des communistes. Norman a également participé à des réunions du groupe communiste de son collègue, tout au moins pendant la première année de son séjour. En 1933, le jour de l'Armistice, les deux amis ont, de concert, pris part à la célèbre manifestation contre la guerre et le fascisme organisée par Guy Burgess et qui, devant le cénotaphe, dégénéra en escarmouche opposant les communistes à des contre-manifestants de droite dirigés par un autre Canadien, George Hees, qui, aux dires de Norman, "fonçait droit devant lui en frappant à bras raccourcis". (L'honorable Hees se souvient avec délectation de cette bataille, mais ne s'en remémore plus très bien l'issue!)

Pour un jeune homme possédant la sensibilité et la conscience sociale de Norman, il aurait été difficile de ne pas être radical dans le Cambridge du milieu des années 1930. Les conditions sociales étaient épouvantables et, ce qui inquiétait encore plus Norman, le fascisme était en pleine ascension. Hitler l'effrayait beaucoup plus, devait-il admettre par la suite, que Staline ne l'a jamais attiré. Des tenants de politiques de conciliation étaient au pouvoir en Grande-Bretagne et en France et l'isolationisme était l'attitude de prédilection aux États-Unis et au Canada.

Escott Reid, le mandarin radical qui est aujourd'hui presque le seul survivant de cette race de géants qui a forgé la politique étrangère et la diplomatie canadiennes pendant la "décennie glorieuse" de l'après 1945, a un jour écrit : "Si j'avais été à Cambridge vers le milieu des années 1930, il est possible que je serais entré au parti communiste. Quand je pense à Herbert Norman, je me dis que grâce à Dieu, ce n'était pas ma voie et je suis ce que je suis." Philip Toynbee, le célèbre journaliste, est pour sa part entré au parti communiste lorsqu'il était à Oxford et, beaucoup plus tard, s'est demandé comment il aurait réagi si on l'avait pressenti pour devenir un agent soviétique : "Je vois très clairement que j'aurais sans doute accepté... avec fierté. Même avec joie." Heureusement, on ne l'a jamais pressenti pour cela, ni du reste Herbert Norman selon tous les renseignements dont nous disposons.

À en croire Barros, Norman aurait été "programmé" à Cambridge pour retourner au Canada et devenir un espion soviétique au sein du gouvernement canadien. (137) Cependant, de retour à Toronto en 1935, son comportement n'a pas été tel qu'on l'avait prévu. Ainsi, par exemple, il n'a pas cherché à se

forger une façade comme Philby, Burgess et Maclean s'employaient à le faire. De plus, non seulement il n'est pas entré au parti communiste, mais il s'est associé à un front d'action ouverte, la Ligue contre la guerre et le fascisme, et il a fait quelques discours à son profit en dépit de son horreur pour la "harangue" populaire. Cependant, Norman a pris part à la réunion de fondation d'un autre front communiste, l'Amitié sino-canadienne, dont il a été élu secrétaire. Selon Norman, ce meeting inaugural a également été le dernier. Au cours de cette année passée à Toronto, il a pris contact avec plusieurs personnalités communistes en vue telles que Chi Ch'ao-ting, Philip Jaffe et Alexander Macleod et il existe de vagues rapports de réunions du parti qui auraient eu lieu chez lui. Étant nouveau marié et poursuivant des études de troisième cycle tout en enseignant les humanités à Upper Canada Village, il ne lui restait plus guère de temps à consacrer à des activités politiques. En outre, le directeur, M. Terrence MacDermot, ne l'avait-t-il pas engagé à laisser la politique en dehors de la classe? Toutefois, ses sympathies communistes n'en demeuraient pas moins évidentes pour quiconque se donnait la peine de l'observer ou de l'interroger.

L'engagement communiste de Norman a semblé tiédir lors de son séjour à Harvard (1936-1938), mais, de concert avec Bryce, il s'est joint à un groupe d'études marxistes mis sur pied par leur ami commun, le Japonais Shigeto Tsuru. (Bryce en faisait partie à la condition que Tsuru accepte en retour de participer à son groupe d'études keynésiennes!). Norman et Bryce étaient d'accord que les participants n'avaient pas à observer la ligne du parti, et Norman a dit que Tsuru avait nié avec colère en être membre. Ainsi, il est possible que, en 1957, lui et Bryce aient été surpris lorsque l'on avait révélé que Tsuru avait eu l'intention de transformer le groupe en cellule du parti. En dépit de l'aide et des importants efforts fournis par la GRC, le FBI n'a jamais été capable de trouver l'article sur l'impérialisme américain dont Norman s'était présumentement défait.

La dissertation doctorale défendue par Norman en 1940 était moins marxiste de structure et de ton qu'on ne l'aurait pensé. Les spécialistes se demandent même s'il y a vraiment lieu de la considérer comme un ouvrage marxiste. Après sa publication, l'ouvrage de Norman intitulé The Emergency of Modern Japan ("L'émergence du Japon moderne") a acquis une influence considérable tant parmi les spécialistes que parmi la gent politique, encore qu'un petit nombre seulement d'entre eux soient marxistes. Ses livres et articles ultérieurs étaient sensiblement moins marxistes que ne l'avait été la thèse.

En 1937, la conjoncture était déprimante. À en juger par les lettres de Norman à son frère Howard, il se peut que Harvard ait marqué le sommet de sa ferveur communiste puis le début de son déclin. Trois longues lettres écrites alors que

Norman avait 28 ans contrastent par leur ton extrêmement coléreux avec le caractère chaleureux et cordial des quelque 65 autres lettres que compte sa correspondance. Ces trois lettres sont quant à elles des écrits polémiques remplis de clichés et en conformité presque totale avec la ligne du parti. Au sujet du deuxième procès des trotskystes qui se déroulait alors à Moscou, Norman écrivait : "... au fur et à mesure que la confondante preuve était mise en lumière..., je me sentais mal... et ma douleur était si intense que je pouvais difficilement en distraire mon attention. La calme insolence avec laquelle [les accusés] considéraient la confiance bafouée mise en eux par le gouvernement soviétique était à mes yeux un spectacle nauséux." Norman s'est réjoui des procès soviétiques des périodes de purge comme d'exemples de la "justice soviétique". "Sûrement, écrivait-il alors avec un optimisme exagéré, que cette gigantesque démystification du trotskysme... vous réjouira."

Trois brèves lettres de Howard ont suffi à le faire déchanter! Et à le laisser "quelque peu endolori", voire "chancelant", sans toutefois endiguer le torrent polémique. Même sa calligraphie s'en est trouvée détériorée. "La ligne du parti, expliquait-il, vise seulement... la nécessité de renverser le capitalisme [et] d'instaurer transitoirement la dictature du prolétariat. [...] Je n'ai pas de sympathie pour ceux qui pensent qu'une opposition à cette ligne de pensée doit voir le jour au nom de la liberté. [...] La lutte des classes n'obéit à aucune règle parlementaire. [...] L'Union soviétique [est] l'espoir et la fierté de la classe ouvrière." Enfin, bien que non dépourvue de "bureaucratie", l'Union soviétique "est une réalisation tellement magnifique - le seul exemple authentique de socialisme a réussi".

Norman s'est ouvert à son frère missionnaire de ce que, selon lui, l'église était "un gaspillage de saines émotions et d'authentiques idéaux...[...]. seul le communisme représentant la véritable norme qui pouvait permettre à l'homme d'accéder à la liberté et au respect des droits de l'homme". Selon lui, "rien n'était plus louable que cette décomposition visible de l'État qui se poursuivait [en Union soviétique] et en même temps qu'émergeait une société sans classe".

L'explication du ton de ces trois lettres de Norman si manifestement différent de tout ce que j'ai pu lire d'autre sous sa plume tient peut-être au fait qu'il vient juste d'apprendre la mort de Cornford en Espagne, ainsi que celle d'E.C.B. Maclaurin, un autre de ses amis intimes de Cambridge. Au sujet de Maclaurin, il a écrit à son frère : "Toi et moi sommes si accordés l'un à l'autre que tu peux imaginer facilement ce que j'ai ressenti - un mélange de honte, de fierté et de rage - de la honte pour la facilité et l'absence de risques de ma vie à moi, - de la fierté à partager avec lui et ses semblables un idéal

politique et l'amour de la justice et de l'humanité - et la rage que j'éprouve devant la complaisance et la duplicité avec laquelle les "démocraties" britannique, américaine et française considèrent l'intervention allemande [en Espagne] du même oeil que s'il s'agissait d'un bataillon de volontaires de la Brigade internationale..."

Quand, comment et pourquoi Norman a-t-il "dépassé" ces vues politiques simplistes? Voilà une question à laquelle la correspondance familiale et l'interrogation à laquelle il a été soumis en janvier 1952 ne permettent pas de répondre pleinement. "Je n'ai pas, dit-il, eu de soudaine illumination comme saint Paul en a eue." Mais, il a quand même fini par voir que la tyrannie à laquelle les Russes étaient soumis était pire que celle qui existait avant la Révolution et nullement justifiée par les conditions sociales. Il a également prétendu, quoiqu'un peu tard, qu'il avait trouvé "répugnants" les procès des trotskystes. Je ne me souviens pas qu'il ait discuté du pacte Hitler-Staline de 1939, mais sa femme a affirmé que cela avait été un tournant décisif pour tous les deux. Norman a expliqué quant à lui que, dans sa quête de vérité historique, il s'était servi du marxisme "comme d'un rayon X". Toutefois, il en vint progressivement à considérer celui-ci comme inapproprié en tant que philosophie de vie, guide d'action politique ou comme clé de compréhension de ce qui maintient le "tic tac" de l'histoire.

On trouve également dans ses rapports diplomatiques la preuve que Norman est parvenu à dépasser le stade du marxisme élémentaire car ses jugements des hommes et des événements sont loin d'être naïfs même si la naïveté est la seule excuse que la GRC était prête à alléguer pour justifier son choix de certains amis de gauche et son opiniâtre loyauté à leur égard. Quant à lui, il préférerait nettement paraître naïf ou étourdi que de devoir exposer ses compagnons du début à l'embarras et à la gêne qu'on lui infligeait car, selon lui, ils n'étaient pas plus coupables de motifs ignobles qu'il ne l'était lui-même.

Norman a dit à Ferns que, après l'interdiction du parti, en 1939, il avait craint que lui et son ami de toujours, Charles Holmes, ne fussent arrêtés. Cependant, au moment où il est entré aux Affaires extérieures, en 1939, il avait restreint énormément ses contacts avec les communistes et ses anciens compagnons de route, notamment Alexander MacLeod et Philip Jaffe. Il noua une nouvelle amitié étroite avec Ferns qui, bien que n'étant pas membre du parti communiste, n'en poursuivait pas moins sa carrière d'historien "marxiste" et de sympathisant du parti (lettre). Cela se passait toutefois au moment où Ferns était attaché au Bureau du premier ministre et leurs relations se sont espacées plus que ne l'aurait justifié la simple distance après que Ferns eût été remplacé par Norman Robertson. Lorsque, après la guerre, Norman rendit visite à Cambridge à Victor Kiernan, qui

était toujours membre du parti, il lui demanda d'être discret au sujet de sa visite, surtout s'il devait parler à Ferns.

Le souci de la préservation de sa carrière sans doute plus que celui de son développement intellectuel explique les précautions de plus en plus grandes prises par Norman à l'égard de ses relations sociales. Toutefois, ceux qui, à l'instar de Barros, seraient tentés de voir dans cela une étape sur la route de l'espionnage doivent expliquer comment il se fait que Norman se soit montré si insouciant dans les années 1935-1939. Or, on le suspectait déjà en 1930, semble-t-il, d'avoir des amis de gauche, mais cette suspicion se raffermi dans les années 1940 au point qu'il dût s'en détacher! Norman aurait peut-être pu sortir de ce dilemme en reniant son passé et en dénonçant tous ses anciens compagnons. Cela s'est vu chez de nombreux anciens-communistes, mais cela n'aurait pas concordé avec le type de caractère qui était celui de Norman.

Norman a-t-il menti au sujet de ses activités communistes?

Comme nous l'avons mentionné, Norman restait vague quant à son appartenance au parti et mentait probablement au sujet du rôle qu'il avait joué dans le recrutement d'étudiants indiens. Il semble qu'il ait agi de cette façon, en dépit de sa grande probité, par crainte de perdre un poste qu'il adorait. Sans doute avait-il tort. Les fonctionnaires canadiens et l'opinion publique n'avaient pas encore entièrement succombé à la fièvre du maccarthysme qui faisait rage aux États-Unis. Il est probable que s'il avait effectué, au moment propice, une mise au point franche et détaillée sur son ancienne association, il se serait innocenté sans mettre son poste en jeu. Néanmoins, l'on comprendra aisément qu'il ait pu nourrir de telles appréhensions.

Pendant son interrogatoire, Norman répéta constamment à Bryce qu'il ne trahirait pas ses amis. Bryce, qui allait devenir, par la suite, président du Conseil de sécurité, affirme qu'il approuvait cette position. Fort heureusement, il ne se trouva personne, parmi les amis de Norman, qui eût besoin de sa protection et fût placé dans une situation compromettante pour la sécurité nationale. Qui plus est, Norman alla vraisemblablement plus loin que nécessaire dans ses désaveux.

Son premier interrogatoire fut mené par George Glazebrook, un historien respecté qui agissait à titre d'officier de sécurité du Ministère, et par le sous-secrétaire Norman Robertson. Lorsqu'on lui demanda s'il avait déjà été membre du parti communiste, Norman "répondit catégoriquement non". Il admit que "lors de ses premières années d'université... il s'était associé à des groupes d'étudiants radicaux, dont certains membres étaient rouges". C'était exact dans les faits, mais

trompeur. Il affirma "s'être désintéressé de ses activités politiques et y avoir mis un terme à la fin de ses études de premier cycle", en ajoutant "qu'à Harvard, ses intérêts étaient tout autres". Cette affirmation, qui n'en était pas moins vraie, était cependant plus fallacieuse encore.

La question de son appartenance au parti fut répétée à plusieurs reprises, au cours de l'interrogatoire en règle qui fut enregistré en janvier 1952. L'inspecteur T. M. Guernsey de la GRC et George Glazebrook dirigèrent cet interrogatoire, sous la présidence du surintendant George McClellan. Une fois de plus, Norman nia son appartenance au parti, mais admit que "lorsqu'il était à Cambridge, il était venu bien près de s'y inscrire et que s'il était resté là un an de plus, il l'aurait peut-être fait". Il concéda qu'une personne informée pouvait avoir induit de ses propos qu'il était membre du parti. Il nia avoir accepté "un poste ou une responsabilité quelconque; la question du recrutement d'étudiants indiens avait été soulevée par Cornford et, s'il est vrai qu'il aimait discuter des affaires de l'Asie avec ses condisciples indiens, jamais il n'avait accepté d'assumer des responsabilités officielles". Il mentit probablement sur ce point.

Norman déclara n'être pas au courant des affiliations et des convictions de plusieurs de ses compagnons, dont Halperin, Kiernan, Tsuru et MacLeod, et donna des renseignements erronnés sur certains d'entre eux. Étrangement, il fit de même pour Maclaurin, un Néo-Zélandais qui, ayant été tué pendant la guerre d'Espagne, n'avait guère besoin de protection. En 1943, Norman écrivit à un officier de sécurité du Royaume-Uni qu'il "supposait" que Tsuru avait contacté Maclaurin pour acheter des livres de sa boutique. Interrogé au sujet des convictions politiques de Maclaurin, en 1952, Norman déclara : "je le connaissais, mais pas très bien. À cette époque, il était membre du Club conservateur", mais ses convictions peuvent avoir changé par la suite.

Il est intéressant de confronter cette déclaration au passage suivant, extrait d'une lettre qu'il écrivit à son frère immédiatement après la mort de Maclaurin : "(il) était un très proche collaborateur et un bon camarade... (nous) étions passés à gauche dans le même laps de temps, en partageant le même genre d'hésitations, pour finalement atteindre le même but au même moment".

Norman refusa de renier les convictions politiques de sa jeunesse, ou même de s'en justifier. Son appui au parti communiste et à l'Union soviétique lui avait été dicté par des sentiments altruistes sur la pauvreté, le fascisme et la paix et il accordait les mêmes motivations à ses amis; ces derniers ne méritaient pas d'être traités de la même façon que lui, voire

plus mal encore. C'est pourquoi il mentit, de façon assez peu convaincante; mais comme Bryce le soutient, il parvint à rester loyal à la fois envers ses amis et envers son pays.

### Pourquoi Norman s'est-il suicidé?

Je ne suis pas un expert en matière de suicide et les Affaires extérieures ont choisi de n'en consulter aucun. Plusieurs commentateurs, notamment Taylor et Bowen, ont avancé certaines explications en se basant sur des données comme l'éducation que Norman avait reçue au Japon, où il avait pu découvrir la tradition du hara-kiri; son rejet de la doctrine chrétienne qui exècre le suicide; et sa prédilection pour les philosophes grecs, Épicure en particulier. Pearson a souligné l'extrême fatigue qui s'était abattue sur Norman à la suite de son intense activité diplomatique lors de la crise de Suez, tandis que l'épouse de Norman a émis des doutes au sujet des somnifères prescrits par le Dr Doss, qui restaient sans effet la nuit mais le maintenaient dans un état d'épuisement pendant la journée.

Chacune de ces données apporte sans doute un élément d'explication à la tragédie. Au coeur du débat, toutefois, s'affrontent deux thèses opposées. Certains, en effet, à l'instar du sous-comité du Sénat et de Barros, ont vu dans ce suicide, de façon irréfutable, un aveu de culpabilité, tandis que d'autres ont pensé, comme la majorité des Canadiens, que Norman, selon ses propres termes, n'avait pu se résoudre à revivre le supplice qu'il avait subi de 1950 à 1952.

Dans ses moments calmes, Norman admettait volontiers que les interrogatoires auxquels il avait été soumis de 1950 à 1952 avaient été menés avec civilité et dans un grand souci d'équité. T. N. Guernsey, qui avait dirigé ces séances au nom de la GRC, insiste avec raison pour corriger le terme "interrogatoires" en le remplaçant par "entrevues". King Gordon, entre autres, chercha à convaincre Norman que l'influence du sous-comité du Sénat s'effritait et qu'il n'y avait aucune raison de s'inquiéter. En fait, personne à Ottawa n'avait engagé de démarches en vue de le convoquer pour un nouvel interrogatoire et Pearson lui avait écrit à plusieurs reprises pour le rassurer à ce sujet. Rien n'y fit, cependant; et dans la confusion de son esprit, il s'exagéra grandement l'épreuve qu'il avait traversée en 1951-1952. Il fut informé, avec justesse, que les membres du sous-comité du Sénat avaient sollicité une nouvelle preuve et reformulé les anciennes accusations. William Rusher, assistant de l'avocat en chef Morris, a montré dans son livre Special Counsel, avec documentation complète à l'appui, jusqu'à quel point Norman était devenu, en même temps que Pearson, une cible de choix. Au sujet du suicide, Rusher a écrit : "...Norman avait été mon ennemi et celui de tous ceux qui aiment la liberté"

(213). Il a aussi écrit que "porter un coup à Norman, c'était, bon gré mal gré, en porter un à Pearson" (198).

Norman acquiesca à cette affirmation, mais ce n'était pas, comme l'a laissé entendre Barros, parce que Pearson pouvait être considéré comme "l'ultime taupe de Moscou", ou encore comme "un agent inconscient" (201). C'était plutôt parce qu'il avait persuadé Pearson de minimiser l'activité communiste à laquelle lui, Norman, s'était livré à Cambridge; les conservateurs de Diefenbaker et les médias eussent exploité à fond toute contradiction entre l'apologie formulée par Pearson et la vérité qui pointait. Si l'on songe à l'atmosphère empoisonnée qui avait régné au Parlement en 1957 et à la querelle entre Diefenbaker et Pearson, Norman n'avait sans doute pas tort de s'inquiéter; en revanche, sa crainte de voir renverser le gouvernement était nettement exagérée.

Dans la plus longue des cinq notes de suicide qu'il rédigea, Norman fit état de sa "conscience du péché" et protesta, encore une fois, de son "innocence fondamentale". "Dans un moment comme celui-ci", ajoutait-il, "...si j'avais compromis de quelque façon la sécurité de l'État, je n'hésiterais pas à le confesser..." Il demanda pardon au Ministère, qui "ne connaît que trop bien mon erreur - non pas mon crime, je n'en ai pas commis". Selon toute apparence, il a voulu ainsi réaffirmer qu'il avait respecté son serment de discrétion mais que, n'ayant pu se résoudre à dévoiler en toute franchise son passé communiste, il s'était créé par le fait même des difficultés, tout en plaçant ses collègues et le ministre dans l'embarras. Un homme moins sensible et moins fier n'eût éprouvé aucune difficulté à affronter une telle situation. Mais Norman n'était pas un homme ordinaire, ni par son talent, ni par sa vulnérabilité.

Rien dans les déclarations de Norman, ni dans ses notes de suicide, ne permet de supposer qu'il craignait de nouvelles révélations importantes. En fait, il se déclara rassuré par la remarquable minutie avec laquelle les interrogatoires de 1950-1952 avaient été menés. Il s'inquiétait, néanmoins, de la façon dont le sous-comité du Sénat "obscurcissait et déformait" la preuve. En outre, il était conscient de la possibilité qu'un témoignage l'incriminât en révélant qu'il avait été communiste de fait pendant ses années d'études à Cambridge. De plus, il regrettait à présent que Pearson l'ait défendu avec tant de verve et si peu de prudence.

Bowen considère le suicide de Norman, en bonne partie, comme une mise en scène tragique dirigée contre le maccarthysme. Irene Norman exprima le voeu que le geste de son mari servît au moins à démontrer l'odieuse de cette sombre vague d'intolérance. Le sous-comité du Sénat s'inquiéta justement d'une telle

conséquence! (Rusher, 214.) Norman passa les dernières minutes de sa vie dans la dignité et en pleine possession de ses moyens, comme en fait foi sa courte note à l'ambassadeur de Suède dans laquelle il lui demandait pardon d'avoir utilisé son toit, parce que c'était "le seul endroit d'où il fût possible de sauter sans risquer de tomber sur un passant". Après avoir décidé de mettre fin à ses jours, il eût très bien pu choisir de se suicider publiquement et de façon spectaculaire, afin de maximiser l'impact de son geste dans l'opinion publique internationale. D'un autre côté, le comportement de Norman pendant les derniers jours de sa vie avait été trop instable, ses accès d'angoisse et de désespoir trop manifestes, pour que l'on pût soutenir sans réserve la thèse d'un sacrifice noble et socratique.

Le professeur Norman Dewitt, qui connaissait bien Norman et lui avait appris, lorsqu'il était à l'Université de Toronto, à aimer la philosophie d'Épicure, le décrivit après son suicide comme un homme "du type d'Hamlet - fier, introverti, intellectuel et totalement honnête. De tels êtres ne se forgent pas d'armure pour évoluer en société. Ils ne trouvent personne à qui se confier... Ultimement, "être ou ne pas être" est la seule question qu'ils se posent".

C'est, sans aucun doute, afin d'échapper pour lui-même à la perspective écrasante d'interrogatoires et d'humiliations apparemment sans fin, ainsi que pour éviter à ses collègues et au ministre de nouveaux embarras, que Norman s'enleva la vie. Les Canadiens ne s'y trompèrent pas, lorsqu'ils rejetèrent la plus grande part du blâme sur un groupe de politiciens étrangers et d'agents qui avaient démontré leur détermination à traquer leur proie jusqu'au bout. La vague de colère qui déferla sur le Parlement et sur la nation toute entière ne venait pas seulement d'un "sentiment anti-américain" : elle témoignait de la rage que chacun éprouvait devant une violation manifeste et cruelle de la souveraineté du Canada, ainsi que du deuil dans lequel nous plongeait la perte brutale de l'un de nos plus brillants et de nos meilleurs citoyens.

Même après sa mort, on s'efforça encore de piéger Norman. Deux notes de suicide présumées, fabriquées de toutes pièces, furent divulguées à la presse au Caire. L'auteur de ces notes était probablement la même personne, ou le même groupe de personnes, qui avait forgé, à l'intention de Washington, un message de la CIA dont le contenu s'était avéré désastreux pour la réputation de Norman et avait apparemment justifié les poursuites que le sous-comité avait engagées contre lui. Dans ces notes frauduleuses, rédigées dans un but malveillant, on pouvait lire que Norman "avait dit au docteur qu'il craignait que le premier ministre Saint-Laurent lui retire son appui, qu'il avait peur qu'une Commission royale d'enquête soit ouverte, qu'il craignait de devoir impliquer 60 à 70 Américains et Canadiens,

qu'il ne pouvait envisager cette éventualité et qu'il allait se supprimer". En réalité, le "docteur" était le Dr Doss, un Égyptien qui, ayant longuement conversé avec Norman au sujet de ses projets de suicide, nia par la suite avoir entendu ou dit quoi que ce soit au sujet d'une "Commission royale d'enquête", du faible appui de Saint-Laurent ou de l'implication de 60 à 70 personnes. (Bowen, 158-160.) Du reste, ni King Gordon, ni Arthur Kilgour, ni Irene Norman ni personne d'autre dans son entourage, pendant ces jours d'agitation où il parla abondamment de ses craintes, ne lui entendit mentionner de telles appréhensions. Qui plus est, Norman avait appris que Pearson l'appuyait sans réserve et qu'aucune démarche n'avait été engagée, à Ottawa, en vue d'ouvrir une enquête.

L'ambassadeur américain Hare, qui était proche à la fois de Norman et de Doss, fut peut-être la source involontaire de certains renseignements exacts qui, insérés dans le message de la CIA, donnèrent une crédibilité à ce document. Dans son propre rapport, toutefois, Hare n'a rien écrit qui s'approchât, même vaguement, des insinuations voulant que Norman eût pu avoir quelque raison de redouter les révélations qu'une nouvelle enquête pourrait mettre en lumière. Largement diffusées dans les mois qui suivirent, les lignes incriminantes furent considérées par beaucoup de gens comme une confirmation que Norman s'était bel et bien rendu coupable de trahison. Tant Barros (206) que Rusher (225-226) laissent entendre que le président Eisenhower ayant été l'un des premiers à prendre connaissance du message, c'est pour cette raison qu'il émit ensuite une déclaration aussi insultante et condescendante, dans laquelle, ignorant Norman, il attribuait la tempête de protestations qui secouait le Canada à un "malentendu" entre amis qu'il espérait voir se dissiper bientôt.

Barros regimba lorsqu'il lut que Norman s'était plaint d'être victime d'une possible machination. Cette idée lui parut "grotesque" (176). Il avait été semblablement outré lorsque Norman s'était plaint en bonne et due forme de la grossièreté d'un agent du FBI, à Boston, en 1942 (35). Les activités conjuguées du sous-comité du Sénat et de la CIA au Caire ne constituèrent peut-être pas une "machination" au sens strict du terme, mais elles s'en rapprochèrent beaucoup. Il ne fait aucun doute que des documents ont été falsifiés dans le but d'exploiter le suicide de Norman, afin de tirer le sous-comité d'embarras en donnant une apparence de confirmation aux pires soupçons pesant sur l'ambassadeur qui venait de mourir. Il s'agit, à ma connaissance, de l'épisode le plus répugnant qui ait jamais marqué les relations canado-américaines.

A-t-on fait preuve de discrétion?

Oui, mais pas suffisamment. La politique du Canada, comme celle des autres pays, est de traiter confidentiellement les affaires portant sur la sécurité et impliquant des personnes. Cette politique a pour but d'éviter de concéder à l'ennemi l'avantage de savoir ce que nous savons; elle assure aussi la protection de nos sources, au Canada comme à l'étranger. Qui plus est, beaucoup de renseignements conservés dans les dossiers de sécurité sont, inévitablement, formés de racontars dont la divulgation pourrait causer du tort à des personnes vivantes. Il est souvent nécessaire de corriger ces renseignements, à mesure que des informations plus sûres sont versées aux dossiers. Lorsqu'on décide d'ouvrir un dossier, il devient difficile de tracer une limite satisfaisante et de la respecter jusqu'au bout. Les médias, le Parlement et le public, une fois leur appétit en éveil, en réclament toujours davantage. Les soupçons ont tendance à devenir plus grands lorsque le sceau du silence est brisé, et plus fragile la confiance dont jouit le gouvernement. Barros cite la façon dont le cas de deux présumés espions, Mussinger et Spencer, a été traité, mais ces exemples ne plaident guère en faveur de la divulgation. Bien au contraire, ils montrent à quel point il peut être inefficace et pénible à tous points de vue de lancer les affaires touchant la sécurité dans l'arène politique.

Le cas de Norman ne faisait pas exception. Lorsque le sous-comité du Sénat rendit publiques, en 1957, ses scandaleuses accusations contre Norman, le premier ministre Pearson, avec l'appui sans équivoque de l'opposition, formula l'une des plus vives protestations de l'histoire des relations canado-américaines. La GRC et les Affaires extérieures pressèrent alors Pearson de se conformer aux politiques en usage, en ne divulguant aucun des détails que contenait le dossier de Norman. Il fut poussé, toutefois, à révéler que le gouvernement du Canada savait depuis longtemps que Norman avait fréquenté des gauchistes lorsqu'il était étudiant. Il ne dit pas grand chose et ne fut pas induit à mentir involontairement par la faute de Norman.

Néanmoins, il en avait trop dit. Les chroniqueurs, les éditorialistes et quelques députés se lancèrent aussitôt à ses trousses. Pearson écrivit alors de longues lettres au Montreal Gazette et au Globe and Mail pour répondre à ses détracteurs. John Diefenbaker, chef de l'opposition et Solon Low, chef du parti créditiste s'emparèrent des arguments que leur fournissait le Canadian Intelligence Service Gazette, un journal anti-sémite de droite. Le drame du suicide de Norman fut suffisant pour alimenter les spéculations pendant longtemps, mais la mise au rancart d'une partie de la politique en usage en matière de sécurité ne fit qu'empirer les choses. Nul démenti du gouvernement concernant une accusation de trahison, fût-il publié

par un gouvernement conservateur, n'aurait suffi à calmer les soupçons et la rumeur publique. Le fait que des auteurs comme Chapman Pincher, spécialisés dans le genre de plus en plus populaire du roman d'espionnage international, aient souvent cité le nom de Norman dans leurs livres n'a pas aidé non plus. Ce sont souvent des auteurs canadiens qui ont inspiré de telles citations, dont notamment James Barros (voir annexe A).

Pratiquement toute l'histoire de Norman, pour autant qu'elle soit connue du gouvernement, a été mise à la disposition des universitaires depuis que la Loi sur l'accès à l'information a été votée en 1983. Après avoir été élagués de quelques pages et de quelques noms afin de protéger les sources et la réputation des personnes vivantes, le dossier des Affaires extérieures et un autre, composé de documents appartenant à la GRC, ont été livrés aux médias, à plusieurs universitaires et à Mme Herbert Norman. J'ai consulté les versions complètes et élaguées et je puis attester que rien, parmi les passages supprimés, n'entraîne contradiction avec les positions défendues par le gouvernement, ni avec les comptes rendus sérieux de Bowen et Taylor. Barros aussi a eu accès à ces dossiers, mais étant donné qu'il était fermement convaincu au départ de la culpabilité de Norman et certain, par surcroît, de la duplicité des bureaucrates, aucun fait nouveau n'aurait pu le faire changer d'idée.

Comment puis-je être certain que l'on m'a montré tous les dossiers, sans omission, conformément aux directives des deux ministres les plus directement concernés par cette affaire? J'ai consulté les huit volumes qui composent le dossier de Norman aux Affaires extérieures et les quelque soixante fichiers contenant ses rapports de l'étranger - tout ce que j'avais demandé à voir. Le Service canadien du renseignement de sécurité m'a ouvert tous les fichiers pertinents et la Défense nationale m'a laissé consulter les documents se rapportant au travail de Norman pendant la guerre. Je ne puis affirmer avec certitude que j'ai consulté jusqu'au dernier feuillet tous les documents pertinents, mais je suis porté à le croire. Je suis tout à fait sûr qu'il n'y avait pas de blancs importants, ni de révélation fracassante enfouie dans un fichier caché : ce que j'ai vu était beaucoup trop cohérent et montrait trop de chevauchements et de renvois pour qu'il me soit permis d'en douter. Plus rassurantes encore, à cet égard, sont les fréquentes révisions dont font l'objet les pièces principales du dossier et les discussions internes qui portent sur la constitution de la preuve. Trop de fonctionnaires ont travaillé et travaillent encore à cette affaire pour qu'une conspiration ait pu être mise sur pied et étalée sur plusieurs décennies à seule fin de dissimuler une preuve fondamentale - et dans quel but? Les gouvernements successifs formés par l'un ou l'autre des deux grands partis ont formulé des déclarations qui, bien que de portée limitée, ne se sont jamais démenties et sont demeurées vraies depuis Pearson. L'un des premiers gestes de

Diefenbaker, lorsqu'il obtint le pouvoir, fut de réclamer le dossier complet de Norman. De toute évidence, il n'y trouva rien qui pût causer de nouveaux torts à Norman ou à Pearson.

Norman était entré aux Affaires extérieures en 1939 sans examen de sécurité. S'il en avait subi un, il n'eût jamais été accrédité. Les cotes de sécurité ont été établies en 1946, mais Norman se trouvait alors en poste à l'étranger et n'avait toujours pas reçu de cote de sécurité lorsque des informations alarmantes le concernant furent mises en lumière en 1950. Les Affaires extérieures le rappelèrent sur le champ au Canada et, avec le concours de la GRC, le soumirent à un examen de six semaines. Certains doutes subsistèrent, particulièrement à la GRC, quant à ses fréquentations passées et à sa mémoire apparemment défaillante, mais on ne prouva jamais qu'il était un espion, ni un agent d'influence. De fait, c'est à cette même conclusion qu'ont clairement abouti, à ce jour, toutes les discussions qui ont porté sur la preuve, dans l'affaire Norman, au sein des Affaires extérieures, de la GRC et, à présent, des SCRS. L'étude la plus fouillée, qui fut menée onze ans après le suicide de Norman, est aussi celle qui permit d'affirmer de la façon la plus convaincante qu'il n'existait aucun signe de trahison dans ce dossier.

On a pu signaler des frictions entre la police et les Affaires extérieures et il est probable que cela se produisit à quelques reprises. Barros semble convaincu que les Affaires extérieures sont parvenues à obliger la GRC, par menace ou par tromperie, à écrire au FBI, en 1950, une lettre largement contraire à ses propres positions (voir annexe B, 13). John Sawatski, dans un excellent rapport sur les relations entre la GRC et les Affaires extérieures, relate que la nouvelle du suicide de Norman fut accueillie par des sourires au quartier général de la GRC (145).

Quoi qu'il en soit, les fichiers qui se rapportent à Norman, de même que l'opinion de plusieurs fonctionnaires supérieurs à la retraite ou encore actifs que j'ai consultés, brossent un tableau rassurant. Bien entendu, les Affaires extérieures souhaitent retenir l'un de leurs agents les plus talentueux, dont la conduite avait été irréprochable pendant plus d'une décennie. Bien entendu, on savait que si Norman était démis de ses fonctions, le moral de tout le Ministère allait en souffrir, surtout si cette démission semblait avoir été imposée par des pressions américaines. Mais il est clair, également, que Norman eût été démis de ses fonctions si l'on avait établi la moindre preuve, ne fût-ce que de "culpabilité par association antérieure". Cette décision appartenait de droit et par devoir aux Affaires extérieures et cet organisme, de même que la GRC, avait émis des réserves quant aux fréquentations et au jugement de Norman. Cependant, la GRC ne fit rien pour contrer la

décision des Affaires extérieures et les dossiers permettent de supposer qu'il régnait un grand respect mutuel entre ces deux organismes, du moins à cette époque et au niveau de la direction. L'inspecteur Guernsey, qui a mené les interrogatoires de 1950-1952, m'en a donné confirmation au cours d'un entretien téléphonique. Si les responsables de la GRC s'étaient sentis contraints ou dupés, il leur eût été loisible de se tourner vers leur propre ministre, M. Stuart Garson, pour réclamer son appui. Au contraire, ils exprimèrent leur satisfaction par écrit aux Affaires extérieures et coopérèrent ensuite en rétablissant la cote de sécurité de Norman qui lui donnait accès aux documents ultra-secrets; deux semaines plus tard, le Commissaire écrivit aux Affaires extérieures : "veuillez considérer la présente comme une cote de sécurité SA pour E. H. Norman". La cote SA est une cote de sécurité au plus haut niveau.

Guernsey prouva qu'un interrogatoire pouvait être mené intelligemment et de façon approfondie sans qu'il soit nécessaire de recourir à la menace. La GRC ne cacha rien aux Affaires extérieures, bien que la réciproque ne fût pas toujours vraie. La police était disposée à rapporter que la preuve antérieure n'avait pas été bâtie sur des éléments vérifiables. Je n'ai pas aimé tout ce que j'ai vu dans les dossiers de la GRC; des efforts ridicules ont été déployés à suivre quelques pistes. Toutefois, en me basant sur les dossiers concernant Norman, je doute qu'il existe un pays dont le service de sécurité soit plus juste et plus consciencieux que le nôtre.

Le Solliciteur général et les Affaires extérieures tiennent maintenant le même discours, en public comme dans leurs dossiers, au sujet de Herbert Norman. Il subsiste des différences au plan des nuances : elles sont inhérentes aux rôles différents que jouent les organismes intéressés. Néanmoins, ni le Solliciteur général, ni les Affaires extérieures n'ont jamais trouvé la moindre preuve de déloyauté de la part de Norman et ils nient, l'un comme l'autre, que ce dernier ait jamais été membre du parti communiste.

#### Fréquentations particulières (?)

Je suis tenu, par contrat, de me pencher sur les relations de Norman avec trois agents soviétiques bien connus, Bentley, Sorge et Philby, ainsi qu'avec d'autres personnes exerçant des fonctions semblables.

Le cas le plus simple est celui d'Elizabeth Bentley, la messagère américaine du KGB qui, après avoir fait défection en 1950, livra les noms de plus de 100 Américains qui étaient censés avoir travaillé pour le compte de l'Union soviétique. Lorsqu'on lui demanda si elle connaissait Herbert Norman, elle répondit

simplement et sans détour : "non". Il est à peu près certain qu'elle disait la pure vérité.

Pourquoi, dans ce cas, tant "d'experts" ont-ils repéré une filière Bentley-Norman? Simplement parce que les premières fuites de la dénonciation "secrète" de Lester Pearson qu'énonça Bentley en 1951 faisaient mention d'une tierce personne - un employé de l'ambassade du Canada dont le nom n'était pas divulgué. L'on ne s'est guère préoccupé du fait que Norman était en poste à Ottawa pendant les années où la présumée fuite de renseignements de l'ambassade s'était produite : son nom avait déjà été associé à celui de Pearson dans les journaux et ce fut bien assez pour nourrir, comme à l'accoutumée, l'imagination des chasseurs d'espions littéraires.

En fait, l'intermédiaire présumé était Hazen Sise, un représentant de l'Office national du film auprès de l'ambassade. Il n'a jamais été accusé mais il pouvait avoir glané quelques potins, au fil de ses conversations de couloir avec "Mike" ou des réunions du personnel de l'ambassade; Pearson était passé maître dans l'art de convaincre ses interlocuteurs qu'il leur faisait part d'informations précieuses et secrètes, alors qu'en réalité, il ne laissait jamais rien échapper de vraiment important. Bentley ne put se rappeler exactement ce que Sise lui avait appris, mais se souvint qu'elle l'avait amené assez vite à lui parler de ses problèmes conjugaux et à lui confier qu'il consultait un psychiatre. Si l'on présume que Bentley disait la vérité, les "secrets" qu'elle avait obtenus ne devaient pas revêtir une bien grande importance!

Le témoignage de Bentley fut une aubaine, toutefois, pour le premier ministre John Diefenbaker qui, d'après Barros, ne pouvait en avoir reçu copie que du président ou du secrétaire d'État (IP mars-avril 1989). John English, qui a examiné cette copie dans les dossiers de Diefenbaker, conclut pour sa part que la source était fort probablement "un journaliste canadien avec des contacts à Washington". Diefenbaker ressortait très souvent ce document à l'intention de visiteurs crédules, comme preuve des tendances communistes de Pearson; au cours de l'un des affrontements les plus déplorables de l'histoire du Canada, il l'exhiba, pour répliquer à l'enquête que menait Pearson sur les renseignements auxquels Diefenbaker avait eu accès dans l'affaire d'espionnage Musinger. Cet échange fut décrit avec justesse comme une opération de "chantage mutuel". Pearson mit Diefenbaker au défi de publier le témoignage, comme il en avait déjà sommé le Département d'État. Personne ne le prit au mot, mais ce témoignage peut maintenant être lu dans la biographie de John English, assorti de données de base très intéressantes (303-310).

### Guy Burgess

Cet agent soviétique étudia à Cambridge à la même époque que Norman et il est fort possible que les deux hommes se soient connus. Il est peu probable, toutefois, qu'ils aient été aussi proches que le sous-entend Barros (13). Il est plus improbable encore que les deux hommes aient gardé contact après avoir obtenu leur diplôme, comme le prétend aussi Barros (13). Sa seule preuve de ce qu'il avance est une lettre qu'il dit avoir reçue d'un auteur britannique, John Deacon. Lorsque j'ai téléphoné à Deacon, il m'a demandé un délai d'une journée pour consulter ses notes et m'a ensuite rapporté qu'il n'avait aucune preuve d'une relation étroite entre les deux hommes à Cambridge, ni d'une communication entre eux après leurs études.

Norman lui-même se contenta d'affirmer qu'il savait qui était Burgess et qu'il désapprouvait ce qu'il avait appris au sujet de son mode de vie. Il avait participé à une marche organisée par Burgess, mais par la suite, ne mentionna jamais son nom dans ses lettres ni dans ses témoignages. Barros ne fait qu'extrapoler lorsqu'il écrit que Burgess, "sans aucun doute, avait demandé (à Norman) de participer" à la marche (13). "Sans aucun doute", l'une des expressions favorites de Barros, signifie généralement que l'affirmation qui va suivre est largement sujette à caution et ne repose sur aucune preuve.

Il semble bien que Norman n'ait jamais rencontré Donald Maclean, le complice du traître Burgess. Barros "trouve difficile à croire" qu'ils n'aient pu communiquer alors qu'ils étaient à la tête des divisions américaines de leurs ministères respectifs. Cela devient plus facile à croire, toutefois, quand on sait que les divisions "américaines" fonctionnent bilatéralement avec les États-Unis et non multilatéralement.

### Kim Philby

Philby, fils d'un arabisant célèbre, devint l'un des plus redoutables agents doubles soviétiques. Il avait quitté Cambridge pour l'Autriche des mois avant l'arrivée de Norman. De retour à Londres en 1934, il entreprit de développer sa couverture comme journaliste de droite pro-germanique. Il donna une conférence à Cambridge et il est permis d'imaginer qu'il rencontra Norman à cette occasion. Sans la moindre preuve, Barros affirme avec certitude qu'ils se sont rencontrés et ajoute : "Burgess connaissait Norman et le présenta très certainement à Philby" (lettre). Il se trouve que cela fait bien des suppositions.

Peu avant de s'envoler pour l'Union soviétique, Philby confia au journaliste canadien Eric Downton qu'il avait "vaguement" connu Norman à Cambridge. Beaucoup plus intéressante était l'affirmation qui suivit : "j'ai fait un brin de causette avec (Norman) au Caire, peu de temps avant sa mort".

Sur ce fondement, Barros a construit la filière Philby pour compléter son réseau de cinq agents bien connus, dont les présumés liens avec Norman rendent ce dernier éminemment suspect à ses yeux (II : 24). (Les autres agents étaient Guy Burgess, V. Frank Coe, Chi Ch'au Tung et Richard Storge.) Il soutient que Philby ne pouvait se trouver au Caire en missions pour l'un des journaux auxquels il collaborait, The Economist et The Observer, parce qu'il n'a pu trouver sa signature dans les journaux pendant la période en cause. Par conséquent, raisonne Barros, l'ordre de se rendre au Caire ne pouvait venir que du Kremlin. En outre, sa mission devait être d'une importance exceptionnelle, pour que l'on fît courir à un agent aussi apprécié du KGB que l'était Philby le risque de rendre visite à Norman, alors que ce dernier faisait l'objet d'une enquête du Congrès. Qu'est-ce qui pouvait bien être important à ce point? Barros croit qu'il s'agissait de prévenir Norman qu'il allait bientôt subir des pressions irrésistibles pour l'obliger à exposer Pearson, lequel représentait un atout encore plus précieux que Norman pour l'Union soviétique. Et que fit Norman peu après? Et n'avait-il pas répété à plusieurs reprises, avant la tragédie, qu'il devait "protéger Pearson"? Dans sa lettre à International Perspectives, dans une autre qu'il me fit parvenir et, plus concrètement, au cours d'une longue conversation téléphonique, Barros n'a jamais vraiment apporté de précisions, mais a répandu l'idée que Philby avait donné l'ordre à Norman de se supprimer lui-même.

Toutefois, comme le fait remarquer Downton, les articles des correspondants à l'étranger de l'Economist ne sont jamais signés et les deux journaux auxquels Philby collaborait attribuent souvent à leur "correspondant diplomatique" les articles de leurs collaborateurs qui oeuvrent sous des régimes chatouilleux comme celui de Nasser (lettre). Il n'y avait rien d'anormal, pour un correspondant de l'Economist et de l'Observer, dans le fait de téléphoner à Norman, l'un des trois ambassadeurs les mieux cotés du Caire, et d'être accueilli chaleureusement par ce dernier. Il est aussi possible qu'ils se soient rencontrés dans le cadre d'une activité sociale, ou encore à Beyrouth, où Norman était aussi accrédité. Une telle rencontre ne donne généralement pas matière à écrire un article, à moins que le journaliste ait pu apprendre quelque chose de nouveau et d'intéressant. Même en supposant que Philby a dit la vérité à Downton, il n'y avait pas grand chose à expliquer à Ottawa. Et de toutes façons, comment Barros peut-il savoir ce que Norman a ou n'a pas rapporté?

Qui plus est, Barros devrait de demander pourquoi, si la présumée rencontre était si importante pour le Kremlin, Philby en a parlé à un autre journaliste, qui n'était pas l'un de ses amis intimes. En outre, si Norman était l'agent calme et rusé dont Barros a brossé le portrait dans son livre, pourquoi s'est-il suicidé? Pourquoi ne s'être pas réfugié précipitamment en Union soviétique, comme l'ont fait Burgess, Maclean et Philby lui-même?

### Richard Sorge

Richard Sorge, un espion encore plus important que Philby, fascinait Norman. Il n'en revenait pas qu'un Occidental ait pu bernier la police japonaise, dont l'efficacité ne faisait pourtant aucun doute, et voler des secrets militaires qui avaient changé le cours de la guerre. Fidèle en cela à son goût du pittoresque, Norman connaissait cette affaire en détail et aimait en parler aux autres. Le fait qu'il ait tant parlé de Sorge est l'une des raisons qui ont incité Ferns à conclure que Norman ne pouvait pas être lui-même un espion (223).

Downton raconta un jour à Norman qu'il avait rencontré Sorge (un Allemand qui se faisait passer pour un journaliste) à Shanghai. Norman renchérit sur cette rodomontade en affirmant qu'il "l'avait rencontré à quelques reprises avant que la guerre ait mis un terme aux rencontres entre nationaux de pays ennemis et que, par la suite, il l'avait souvent vu de loin en société..." (lettre; c'est moi qui souligne). Downton et Norman avaient tous deux la mémoire défaillante; il est pratiquement inimaginable que Sorge et Norman aient pu se rencontrer "à quelques reprises" avant le début de la guerre avec l'Allemagne, qui fut déclarée en 1939.

Néanmoins, il est assez possible que Norman ait aperçu Sorge "de loin" après s'être joint à la Légation canadienne, au début de 1940, soit un an avant l'exécution de Sorge.

Mais il faut lire de quelle façon Barros présente le compte rendu de Downton :

"Norman admit avoir connu le célèbre espion russe Victor (sic) Sorge à Tokyo, pendant la guerre. À cette époque, Sorge avait été officiellement affecté au bureau de presse de l'ambassade de l'Allemagne nazie. Le Roi du Canada était en guerre contre l'Allemagne nazie. Que Norman ait pu maintenir des contacts avec un ennemi du Roi sans avoir reçu d'instructions dans ce sens de la part des Affaires extérieures, voilà qui dépasse l'entendement. Évidemment, il semble qu'il n'ait jamais fait rapport de ses contacts avec Sorge."

Quels contacts? Des contacts visuels (IP : 24)? Pourquoi de tels contacts auraient-ils dû faire l'objet d'un rapport? Sorge se faisait alors passer pour un employé du bureau de presse de l'ambassade d'Allemagne et il se trouvait pas mal d'Allemands en poste à Tokyo. L'accusation de "n'avoir jamais fait rapport" laisse supposer au lecteur que Barros a épluché tous les dossiers, ce qui n'est certainement pas le cas, ou qu'il a au moins consulté les agents concernés, alors qu'en réalité, il les a tous soigneusement évités.

Plus sérieusement, en supprimant le passage où Norman précise qu'il a rencontré Sorge "avant que la guerre ait mis un terme aux rencontres", pour rouspéter ensuite contre les comportements suspects et irresponsables de Norman, Barros fait montre d'une malhonnêteté flagrante. En règle générale, ses astuces pour incriminer Norman et Pearson sont plus subtiles.

Par exemple, Downton critique avec vigueur l'emploi abusif que fait Barros du verbe "admettre", laissant supposer que Norman confessait une mauvaise action alors qu'en réalité, il s'agissait d'une fanfaronnade (lettre). Barros use et abuse du verbe "admettre" dans son livre, à seule fin de reproduire le même effet.

### Shigeto Tsuru

Tsuru, un brillant économiste qui jouit d'une grande considération au Japon, fit la connaissance de Norman à Harvard par l'intermédiaire de Robert Bryce et resta l'un de ses amis très proches.

Tsuru promet à Norman de lui donner sa splendide collection de livres japonais sur la politique et l'économie, si la guerre venait à être déclarée. Il renouvela son offre en 1942, à l'occasion d'une rencontre fortuite à Lourenço Marques, dans les colonies portugaises d'Afrique de l'Est, alors que les deux amis étaient rapatriés dans leurs pays respectifs. Lorsque Norman se rendit à Boston pour prendre possession des livres, toutefois, un agent du FBI lui posa un si grand nombre de questions soupçonneuses que Norman décida qu'il valait mieux se rendre directement au quartier général du FBI.

Cette rencontre allait devenir la première pièce importante versée au dossier de Norman au FBI et faire l'objet, par la suite, de maintes discussions et affabulations, à la source desquelles se trouva peut-être Norman lui-même, à quelques occasions. Barros fait grand cas de l'incident; il met l'accent sur le risque évident que Norman courait en prenant possession des livres et sur le soin qu'il mettait à tenir les Affaires extérieures à l'écart de son "étrange" comportement. Il devait chercher à récupérer des documents compromettants, raisonne

Barros, parce que personne ne prendrait de tels risques uniquement pour quelques livres (33-37).

Cependant, si Barros s'était donné la peine de jeter un coup d'oeil dans les fichiers, il y eût trouvé une lettre de Tokyo commençant par les mots "cher Mike", dans laquelle Tsuru s'enorgueillissait de sa reconnaissance comme économiste et rappelait à Pearson l'incident survenu à Boston en 1942, qui avait donc été abordé auparavant. Plus intéressant encore est le télégramme de quatre pages que T. A. Stone, le chef de Norman à l'Unité des examens, fit parvenir à Pearson, à Washington, tout de suite après le contretemps de 1942 à Boston. Ce télégramme rendait compte en détail des difficultés de Norman avec l'agent du FBI, qui s'était montré "poli" mais qui, avec sa "mentalité d'agent des services secrets, interprétait le moindre fait isolé de la façon la plus sinistre... il était impossible de faire mention de quoi que ce soit ou de quiconque devant lui sans éveiller aussitôt ses soupçons". (Il ne s'appelait pas Barros!) Stone s'en remettait instamment à Pearson pour qu'il intervienne directement auprès de J. Edgar Hoover. Pearson fit donc parvenir à Hoover une lettre dans laquelle il décrivait la collection comme la meilleure du genre à l'extérieur du Japon et faisait valoir que Norman en avait absolument besoin pour accomplir la tâche qui lui était confiée dans la guerre contre le Japon. Hoover répondit poliment, mais les livres n'entrèrent jamais au Canada.

Norman avait dit qu'il ne s'intéressait qu'aux livres japonais et qu'il ne tenait pas à conserver ceux qui étaient publiés en d'autres langues, ni les autres documents. De toute évidence, il ignorait que les dossiers de Tsuru contenaient quelques lettres compromettantes. Même Tsuru l'avait apparemment oublié. Ces lettres ont permis au sous-comité du Sénat d'établir, en 1957, que Tsuru avait menti en niant son appartenance au parti communiste et qu'en outre, il avait élaboré des plans pour établir une cellule du parti en partant de son groupe d'études marxistes. La correspondance entre Stone, Pearson et Hoover, cependant, innocente totalement Norman des accusations portées contre lui par Barros et le FBI voulant qu'il se soit comporté d'une manière suspecte et clandestine.

#### Anthony Blunt

Blunt était déjà professeur lorsque Norman entra à Cambridge et, même au sein du parti, les membres des clubs de faculté fraternisaient très peu avec ceux des clubs étudiants. Blunt s'acquit une renommée à la fois comme conservateur de la collection de tableaux de la Reine et recruteur de nouveaux agents communistes, notamment Burgess et Maclean. Pour échapper aux foudres de la justice, il accepta de livrer des

renseignements à la police au sujet de bon nombre de ses camarades communistes, dont la plupart étaient morts.

Chapman Pincher, qui récolta un grand succès en publiant l'histoire de Blunt, écrit : "Lorsqu'on lui parla de la preuve qui avait été réunie contre Norman... Blunt laissa tomber à contrecœur : "Herb était l'un des nôtres", c'est-à-dire une recrue pour le renseignement soviétique et pas seulement un homosexuel, ce qu'il était également" (II : 417). Cette affirmation, bien entendu, fut reprise par les autres chasseurs d'espions littéraires qui ne doutèrent pas une seconde de sa véracité, et Michael Straight, ancien rédacteur en chef du journal The New Republic, s'appuya sur elle pour affirmer que Norman avait probablement été recruté comme agent. Pour expliquer de quelle façon Blunt avait eu connaissance de la trahison de Norman, Barros parla de "confidences sur l'oreiller", se référant ainsi, non sans quelque bassesse, à une présumée liaison amoureuse entre Burgess et Blunt, de même qu'à la non moins présumée amitié qui aurait uni Burgess à Norman. (Incidentement, aucun indice sérieux ne permet de supposer que Norman était homosexuel.)

Le procès-verbal d'un interrogatoire officiel de Blunt est conservé dans les archives. On peut y lire que Blunt se souvenait de Norman mais "n'était pas bien sûr du contexte". "C'était certainement un communiste", affirmait-il, "et il est possible qu'il ait été membre du parti à un certain moment". Il pensait qu'il "faisait partie du "jeu" (possiblement l'espionnage) mais n'arrivait pas à se rappeler exactement de quelle façon". Quelque temps après, Blunt se souvint que Norman faisait "indubitablement partie du jeu", mais il ne savait pas qui l'avait recruté. Burgess, croyait-il à tort, était entré à Cambridge trop tard pour connaître Norman.

Ce témoignage est pour le moins nébuleux; il faut se rappeler que Blunt bavardait pour acheter sa liberté et qu'il devait satisfaire aux exigences de ses accusateurs éventuels en leur fournissant des renseignements au moins plausibles, sinon vrais. Les médias avaient largement extrapolé au sujet du suicide de Norman et à l'étranger, la plupart des gens avaient interprété son geste comme un aveu de culpabilité. Blunt ne serait pas le premier agent à avoir subi l'influence des médias. John Cairncross, un autre condisciple de Norman à Cambridge, qui par la suite devint une taupe infiltrée dans le Trésor britannique, répondit aussi vaguement aux questions se rapportant à Norman. Il "croyait" que Norman avait appartenu au "cercle", mais ne se souvenait d'aucun détail.

## Golitsyn

Barros induit souvent son lecteur en erreur en omettant d'établir les limites véritables du simple témoignage qu'il cite. Il offre l'exemple le plus frappant de ce procédé lorsqu'il traite du cas d'Anotoly Golitsyn, un Soviétique qui passa à l'Ouest en 1961. Barros signale que le "premier cru" de son témoignage était "d'excellente qualité", laissant entendre que le vin a peut-être un tantinet tourné par la suite. Puis, sans mentionner s'il cite le Golitsyn de grand cru ou le frelaté, il rapporte la phrase suivante qui, apparemment, doit tout conclure : Norman était "un communiste et un agent du KGB de longue date". Ces paroles accablantes lui fournissent la matière des trente prochaines pages, qu'il consacre au renseignement soviétique, aux comportements suspects de Norman, etc. Vers la fin, Barros se vante d'avoir arraché une lettre à Golitsyn, dans laquelle celui-ci se refuse à tout commentaire en alléguant qu'il est en train d'écrire un livre. Découragé? Pas du tout! Étant donné qu'il "s'est montré assez homme pour ne pas renier" son accusation contre Norman, Barros en conclut que cette accusation a toutes les chances d'être fondée! Son raisonnement est une ficelle bien difficile à suivre.

Sa plus grande erreur, Barros la commet en omettant de mentionner que Golitsyn s'est avéré être le plus dérangentant de tous les transfuges et, peut-être, le moins crédible. Après avoir emberlificoté James Angleton, le chef des services de contre-espionnage à la CIA, Golitsyn se mit en frais de dénoncer plus de 100 Américains, presque autant de Britanniques et des douzaines de Français, d'Allemands, de Scandinaves et de Canadiens. Bien peu de ses accusations se tenaient, pas plus que son entêtement à vouloir persuader ses interlocuteurs que le soulèvement de la Tchécoslovaquie en 1968 et le conflit sino-soviétique avaient été orchestrés par le Kremlin, dans le but d'induire le bloc de l'Ouest à relâcher sa vigilance. Il causa un grand émoi avec de telles affirmations. Sachant cela, qui, à part Barros et Nigel West (son unique source), peut encore accorder quelque crédit à l'affirmation catégorique que Golitsyn a émise contre Norman?

En fait, Golitsyn a formulé, à l'insu de Barros, une déclaration plus révélatrice devant la GRC en 1962 - s'agissait-il encore du "premier cru"? Interrogé au sujet du suicide de Norman, il affirma : "...je me suis demandé, est-il possible que le KGB soit à l'origine de cette affaire? Et je m'étais dit qu'en passant à l'Ouest, j'en aurais le coeur net. Je supposais, à cette époque, qu'il était possible... que cette personne soit une cible pour les deux camps, d'abord comme victime du KGB, ensuite par conséquence des persécutions, des interrogatoires".

Par la suite, les officiers de sécurité canadiens interprétèrent cette supposition comme une preuve que "Golitsyn ignorait tout de l'affaire Norman". De toute évidence, Golitsyn n'est pas à la hauteur du seul transfuge dont les spéculations aient été prises au sérieux par les membres crédules ou malveillants de la clique des chasseurs d'espions littéraires.

Gouzenko

Il semble qu'aucun autre transfuge ou traître reconnu n'ait accusé Norman d'avoir été un espion ou un agent. Il reste, cependant, le curieux rapport de Gouzenko, en réponse à une question que Moscou avait posée à l'ambassade : "connaissez-vous Norman?". Dans la réponse, le nom de Herbert Norman ne fut pas même cité; mais la GRC conclut tout de même, non sans raison, que les Soviétiques s'y étaient peut-être intéressés comme recrue éventuelle. On ne signala jamais la moindre approche et l'affaire s'arrêta là. Seul Barros accorde encore quelque signification à ce message sybillin (63).

ANNEXE A

BIBLIOGRAPHIE

- Barros, James, No sense of evil: espionage, the case of Herbert Norman, Toronto: Deneau, 1986.
- Barros, James, Betrayal from within: Joseph Avenor, Secretary-General of the League of Nations, 1933-1940, New Haven; London: Yale University Press, 1969.
- Barros, James, .ed., The United Nations: past, present, and future, New York: Free Press, 1972.
- Barros, James, Trygve Lie and the cold war: the UN Secretary-General pursues peace, 1946-1953, DeKalb, Ill.: Northern Illinois University Press, 1989.
- Bowen, Roger W., Innocence is not enough: the life and death of Herbert Norman, Vancouver: Douglas & McIntyre, 1986.
- Boyle, Andrew, The fourth man, New York: Dial Press, 1979.
- Brook-Shepherd, Gordon, The storm birds: Soviet post-war defectors, London: Weidenfeld and Nicolson, 1988.
- Costello, John, Mask of treachery, New York: W. Morrow, 1988.
- Deacon, Richard, The Cambridge Apostles, Harran, Strauss & Giroux, New York, 1985.
- Eayrs, James, Canada in world affairs: October 1955 to June 1957, Toronto: Oxford University Press, 1959.
- English, John, Shadow of heaven: the life of Lester Pearson, Toronto: Lester & Orpen Dennys, 1989.
- Ferns, H. S., Reading from left to right: one man's political history, Toronto: University of Toronto Press, 1983.
- Ignatieff, George, The making of a peacemaker: the memoirs of George Ignatieff, Toronto: University of Toronto Press, 1985.
- Keenleyside, Hugh L., On the bridge of time: memoirs of Hugh L. Keenleyside, volume 1, Toronto: McClelland and Stewart, 1982.
- Littleton, James, Target nation: Canada and the western intelligence network, Toronto: Lester & Orpen Dennys/CBC Enterprises, 1986.
- Martin, David C., Wilderness of mirrors, New York: Harper & Row, 1980.
- Norman, E. Herbert, Japan's emergence as a modern state: political and economic problems of the Meiji period, New York: Institute of Pacific relations, 1940.
- Norman, E. Herbert, Soldier and peasant in Japan: the origins of conscription, New York: Institute of Pacific Relations, 1943.
- Norman, E. Herbert, Ando Shoeki and the anatomy of Japanese feudalism, Tokyo: The Asiatic Society of Japan, 1949.
- Norman, E. Herbert, Origins of the modern Japanese state: selected writings of E.H. Norman/edited by John W. Dower, New York: Pantheon Books, 1975.

- Norman, E. Herbert, Norman E.H.: his life and scholarship/edited by Roger H. Bowen, Toronto: University of Toronto Press, 1983.
- Page, Bruce, The Philby conspiracy, New York: Ballantine, 1981.
- Pearson, Lester B., Mike: the memoirs of the Right Honourable Lester B. Pearson, Vol. 2, Toronto: University of Toronto Press.
- Philby, Kim, My silent war, New York: Grove Press, 1968.
- Pincher, Chapman, Too secret too long: the great betrayal of Britain's crucial secrets and the cover-up, London: Sidgwick & Jackson, 1984.
- Pincher, Chapman, Their trade is treachery, London: Sidgwick & Jackson, 1981.
- Rusher, William A., Special counsel, New Rochelle, N.Y.: Airlinton House, 1968.
- Sawatsky, John, Men in the shadows: the RCMP Security Service, Toronto: Doubleday Canada, 1980.
- Taylor, Charles, Six Journeys: a Canadian pattern, Toronto: Anansi, 1977.
- West, Nigel, A matter of trust: MI5, 1945-72, London: Weidenfeld and Nicolson, 1982.
- Wright, Peter, Spycatcher: the candid autobiography of a Senior Intelligence Officer, Toronto: Stoddart, 1987.

#### ARTICLES

- Bowen, Roger W., "Japanology and Ideology", Comparative Studies in Society and History, January, 1980.
- Bowen, Roger W., "Monolithic Democracy and the Search for Enemies - The Norman Case", Peter Hanks and John McCamus, ed., National Security: Surveillance and Accountability in a Democratic Society, Yvon Blais, 1989.
- Ferns, H.S., "Return to the Record", Canadian Forum, November, 1986.
- \*Fry, Michael, "Canada and the Occupation of Japan: The MacArthur-Norman Years", The Occupation of Japan: The International Context, Norfolk: The MacArthur Foundation, 1984.
- \*Katz, Sidney, "What Kind of Man was Herbert Norman?," Maclean's, September 28, 1957.
- Kiernan, V.G., "V.C. Kiernan on Treason" London Review of Books, June 25, 1987.
- Robertson, Colin, "An Interview with James Barros," bout de papier, Vol. 5, No. 3.
- Stevenson, William, "Tragic Case of Herb Norman", Toronto Sun, December, 16 1984.
- Worthington, Peter, "Norman Case won't go away", September 13, 1986.

LETTRES AU RÉDACTEUR

\* Barros, James, International Perspective, mai/avril 1989  
Barros, James, Globe and Mail, 3 novembre 1987

Straight, Michael, "On Herbert Norman", Globe and Mail, 27 novembre 1986

LETTRES À L'AUTEUR, ETC.

Baldwin, John, 15 février 1990.  
Barros, James, "Kim Philby and Herbert Norman", 29 janvier 1990.  
Barros, James, "V. Frank Coe and Herbert Norman", 30 janvier 1990.  
Barros, James, "Richard Sorge and Herbert Norman", 28 février 1990.  
Barros, James, à David Kilgour, député (document d'information), 24 janvier 1990.  
Barry, Donald, 1<sup>er</sup> février 1990.  
Bothwell, Robert, 23 janvier 1990.  
Bowen, Roger, 4 décembre 1990.  
Bowen, Roger, à Irène Norman, 17 mars 1986.  
Downton, Eric, 23 janvier 1990.  
English, John, 11 janvier 1990.  
Ferns, H.S., 14 janvier 1990.  
Ferns, H.S., 14 janvier 1990.  
Fry, Michael, 24 février 1990.  
Gordon, King, à "Mike" Pearson, 7 avril 1957.  
Granatstein, J.L. 23 janvier 1990.  
Grant, Anna, 24 janvier 1990.  
Jaffe, Philip, copie dactylographiée sur Norman, Mark Gayn Papers, Université de Toronto.  
Kilgour, David, député, à Joe Clark, 30 janvier 1990.  
Kilgour, David député, 9 mars 1990.  
Kirkwood, Christine, note à Joe Clark, 2 mars 1990.  
Taylor, Charles, 2 février 1990.  
Whitaker, Reginald, 19 mars 1990.

COMPTE RENDUS

Armstrong, Willis, "Innocence is not Enough", bout de papier, Fall, 1987.

Bowen, Roger, "Searching for Evil-Doers", Canadian Dimension, March, 1987.

Cairns, Alan C., "No Sense of Evil", Pacific Affairs, Spring, 1988.

Ford, Robert A.D., "Herbert Norman: lies and consequences", Montreal Gazette, October 28, 1986.

\*Fry, Michael, "On the track of treachery: the Assault on Norman", International Perspective, Jan-Feb, 1989.

\*Granatstein, Jack, "A Question of Loyalty", Saturday Night, November 8, 1986.

Hillmer, Norman, "Innocence is not Enough" Roger Bowen and "No Sense of Evil", James Barros, Canadian Historical Review, December, 1988.

Shoppen, Beverley, "Authors take sides on truth, lies ... and suspected spy", Quill and Quire, September, 1986.

\*Whitaker, Reginald, "Return to the Crucible" The Canadian Forum, November 1986.

ENTREVUES

Bryce, Robert  
Collicott, Martin  
Collins, Ralph  
Edmonds, Robert  
Fleming, George  
Hensler, Al  
McCardle, James  
McGaughey, C.E. (McGuff)  
Pearson, Geoffrey

Pickersgill, Jack  
Menzies, Arthur  
Norman, Irene  
Rogers, Benjamin  
Rogers, Louis  
Small, Helen  
Starnes, John  
Walls, Don

CONVERSATIONS - TÉLÉPHONIQUES

Barros, James (4)  
Bowen, Roger (2)  
Brandes, Harry  
Deacon, Richard  
Downton, Eric (2)  
Eayrs, James  
Fraser, Gayle  
Hooper, William  
Kiernan, Victor  
Millman, Peter  
Munro, John

Munton, Don  
Murphy, Edward  
Norman, Gwen  
Page, Don  
Park, Frank  
Penner, Roland  
Ritchie, Ed.  
Stafford, David  
Touzel, Bessie  
Van Dusen, Tom  
Whitaker, Reginald

REMERCIEMENTS

Daoust, Sergine  
Dozis, Paulette  
Driedger, Michael  
Eayrs, James  
Farr, David  
Greenwood, Dorothy  
Hillmer, Norman  
Marsden, Paul

McDonald, Pamela  
Munton, Don  
O'Connor, Terry  
O'Connor, Neil  
Thompson, Ruth et son  
équipe efficace  
Les traducteurs

Nos excuses à tous les autres collaborateurs qui ont pu être oubliés. Du moins, vous ne risquez pas de vous retrouver sur une autre liste noire!

## ANNEXE B

### QUELQUES RÉFLEXIONS PERSONNELLES SUR LE MYSTÈRE BARROS

L'histoire tragique d'Herbert Norman est en grande partie imputable à l'ingérence idéologique grossière dans les affaires canadiennes d'un sous-comité du Sénat américain. Cette étude, ironiquement, est le résultat d'une autre intervention idéologique tout aussi grossière dans nos affaires, mais je m'empresse d'ajouter que l'issue n'en sera nullement tragique! En fait, j'ai bien aimé la mission qui m'était confiée et les délais du contrat n'étaient pas déraisonnables. Je ne devrais peut-être pas m'intéresser de plus près au cadeau de Barros, tant il est vrai qu'à cheval donné on ne regarde pas la bride! Je ne m'en sens pas moins tenu d'informer le contribuable canadien, d'une patience exemplaire, que, n'eût été l'agitation passionnée d'un professeur étranger, cette étude n'aurait certainement jamais été commandée.

Parmi les Canadiens d'âge mûr, on dénote de toute évidence une énorme curiosité à l'égard du cas Norman et nombre d'entre eux semblent enchantés de voir que M. Joe Clark et le Solliciteur général, l'honorable Pierre H. Cadieux, ont fait ouvrir les dossiers des Affaires extérieures et du Service canadien du renseignement de sécurité pour cette étude. Quant aux Canadiens plus jeunes, naturellement, ils connaissent rarement le nom de Norman et, à une époque de glorieuse détente, se montrent de plus en plus « blasés » à propos des récits de la guerre froide. Il n'y a eu que deux chroniqueurs en quête de sensationnalisme, William Stevenson et Peter Worthington, pour chercher à alimenter le débat, et un éditorialiste d'occasion pour demander un jour de cafard l'extension de la glasnost aux limbes de notre passé, mais nulle part je ne vois la moindre trace de préoccupation à l'égard de la loyauté d'Herbert Norman et encore moins à l'égard de Lester Pearson. Pas même une affiche sur la colline du Parlement!

Le professeur Barros, toutefois, s'est assuré le concours de deux voix parlant haut et fort au Parlement, celles des députés Alex Kindy et David Kilgour, et leurs prières ont finalement été exaucées. Mais je parierais ma chemise que ni l'un ni l'autre n'aurait ouvert la bouche sans l'inspiration et l'émulation du professeur James Barros. Qu'est-ce qui a bien pu le motiver? Je n'en sais rien. À mesure que le mystère Norman s'estompe dans mon esprit, le mystère de Barros s'épaissit. Une explication claire de sa part nous aurait tous aidé à comprendre un événement politique mineur mais intrigant qui semble être sans précédent dans notre histoire. Qui d'autre a jamais été engagé pour se pencher sur 50 ans de dossiers officiels afin de déterminer si les gouvernements successifs, tant libéraux que progressistes conservateurs, ont dit la vérité sur un fonctionnaire disparu depuis longtemps?

James Barros ne figure pas dans le livre de l'Association canadienne des sciences politiques, non plus que dans le Who's Who canadien, et je n'ai même pas réussi à obtenir son curriculum vitae. La courte bibliographie que l'on trouve dans ses ouvrages récents ne traite que de sa carrière universitaire. Elle ne mentionne pas son travail pour le gouvernement américain en Afghanistan, au Pakistan et en Inde. Quant aux autres écrits de Barros, ils semblent savants et on le considère comme un professeur intéressant et consciencieux. Mais qu'est-ce qui a bien pu le pousser à écrire No Sense of Evil et à lancer son affreux message avec tant d'agressivité?

Ma connaissance personnelle du professeur Barros est récente. Je ne me rappelle pas l'avoir rencontré et, à part quelques lettres au rédacteur en chef, je n'avais rien lu de lui avant qu'il ne soit invité par les Affaires extérieures à chercher une réponse à l'énigme Norman. J'ai fait savoir à Barros que j'étais chargé de cette étude et que tout nouvel élément m'intéressait. Je lui ai dit, de même qu'à d'autres qui m'ont spontanément proposé de l'information et leur théorie, qu'il m'était impossible d'entamer un dialogue avec eux jusqu'à ce que mon rapport soit complet. En plus de trois copieuses lettres, cependant, j'ai reçu quatre appels téléphoniques de conspirateur du professeur Barros. À l'occasion du dernier entretien, il m'a dit qu'il m'envoyait deux autres lettres, « elles seront anonymes mais vous saurez très bien de qui elles proviennent ». Comme je suis étranger au monde des barbouzes, je n'ai pu m'empêcher de rire nerveusement et il m'a entendu. Ce fut son dernier appel et je n'ai jamais reçu les lettres. Mais un jour ou deux après, quelqu'un a fait des recherches à Toronto sur mes antécédents; cette personne n'a pas laissé son nom mais le numéro qu'elle a donné figure dans l'annuaire au nom Barros.

Mon expérience n'est pas exceptionnelle. J'ai parlé à un certain nombre d'auteurs au Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, qui tous mentionnent qu'ils sont harcelés par les appels ou les lettres de Barros. Trois d'entre eux se plaignent de ce que leurs réponses ont été dénaturées dans le livre. Le plus bouleversé est le professeur Victor Kiernan de l'université d'Edimbourg qui affirme que Barros a présenté de façon erronée ses investigations et a ensuite interprété à contresens ce qu'il avait dit sur Norman en citant ses paroles hors contexte. Bien avant la parution de No Sense of Evil, au moins une version préliminaire de l'ouvrage avait été envoyée à un autre chasseur d'espions qui en a fait un usage consternant (voir ci-dessous). Au moins un éditeur fut contraint de reprendre le livre des mains d'un critique bien informé. Des députés reçurent des exemplaires du pré tirage et ceux qui ont montré quelque intérêt ont été littéralement « bombardés » de coups de téléphone et de notes d'information. J'en ai une série en ma possession qui ont été envoyées à David Kilgour, député. On lui conseille de « prendre

les choses d'un point de vue hautement moral » et on l'exhorte ensuite à s'attarder sur l'idée que, après 33 ans, la veuve (de Norman) a le droit de savoir ce que le gouvernement a découvert... » (Barros aimerait-il véritablement savoir ce qu'Irene Norman pense de l'intérêt qu'il lui porte?)

Je n'arrive pas à comprendre les motivations profondes qui se cachent sous la colère et la passion apparentes de Barros. Pourquoi s'acharne-t-il si fort à détruire encore la réputation d'un universitaire et diplomate canadien mort depuis longtemps? Que sa cible réelle soit Pearson, comme il me l'a confié au téléphone, ne rend pas les choses plus claires pour moi. Il n'a pas l'air d'aimer les Canadiens alors qu'il a vécu pendant 21 ans parmi eux; il trouve insupportable ce qu'il appelle notre respect de l'autorité, notre hypocrisie, notre tolérance à l'égard des traîtres et par dessus tout notre « sentiment anti-américain ». Sa défiance - sa haine pourrait-on dire - à l'égard des mandarins d'Ottawa dépasse celle des Albertains. Tout ce qui a trait à la politique américaine est au moins acceptable (excepté le maccarthysme, curieusement) et tout ce qui émane des Canadiens est inférieur sinon effrayant. Par moment Barros semble vouloir faire croire que la sécurité du Canada, et même de l'Occident, sera en péril jusqu'à ce que la terrible vérité sur Pearson et Norman ait été exposée à la vue de tous. À d'autres moments, il se présente lui-même comme un chercheur acharné de la vérité, quelles qu'en soient les conséquences. De toute évidence il nous faudrait un clair énoncé de ses objectifs en bonne et due forme.

Toutes les allégations couramment entendues à l'égard de la loyauté de Norman, on les retrouve dans No Sense of Evil avec quelques inédits en prime, si bien qu'un examen critique peut au moins contribuer à une analyse plus approfondie des principales zones d'ombre et accusations. Certaines des notes de Barros, en outre, m'ont conduit à des sources intéressantes que je n'aurais pas autrement découvertes. Il a déployé beaucoup d'énergie et d'imagination, mais 700 notes en bas de page ne font pas la qualité d'un travail d'érudition. L'ouvrage n'est ni une histoire ni un ouvrage de sciences politiques, ni même du bon journalisme. C'est plutôt, sans vergogne, un cas patent d'obstination aveugle digne de poursuites en justice.

La préface a une bizarre tournure romanesque, mais pas la moindre trace d'objectifs, d'hypothèses à vérifier ou même de questions clairement posées. La conclusion est tout à fait banale, elle consiste en trois questions anodines que Barros pose à l'un des 282 « loyaux piliers de Sa Majesté » (217) et comporte une suggestion. Si la police de la sécurité et les mandarins ne sont pas d'accord « libre à eux de faire appel et de demander un examen du club privé du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité établi en vertu de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité... » (201) La

lettre de Barros à International Perspectives donne peut-être une meilleure indication de ses motifs. Il y parle d'une critique accablante du professeur Michael Fry due au fait que « ... j'ai semé le doute à propos de la loyauté de deux piliers du panthéon canadiens. »

Certains passages de No Sense of Evil sont factuels et justes, mais la plus grande partie de l'ouvrage est une recherche acharnée de preuves à l'appui d'un verdict livré d'avance. À moins que le contenu et les notes ne soient vraiment mensongers, il n'a consulté personne qui ait travaillé avec Norman, aucun membre de sa famille et presque aucun de ses amis (Kiernan est une exception et peut-être Jaffe). Il n'a communiqué avec personne d'autre qui ait bien connu Norman. Barros a consulté quelques dossiers à Ottawa et probablement des membres du service de sécurité. Il semble avoir évité, cependant, le reste de l'administration, persuadé qu'il s'agissait d'une clique de vieux copains déterminés à protéger tous les membres du groupe contre toutes les accusations et enquêtes. En dépit des 21 ans qu'il a passés au Canada, sa connaissance de notre histoire et de notre système politique fait pitié et sa logique nous déconcerte souvent. En déplorant maintes et maintes fois le fait que Norman a omis de rapporter certains événements ou conversations, il donne l'impression qu'il a passé en revue tous les dossiers qui se rapportent à cette affaire et qui sont accessibles. Ce n'est pas le cas et il s'en faut de beaucoup. Pour entrer dans les détails, commençons par un exemple où Barros a été relativement honnête mais où les conséquences de ses excès et de son impatience ont été désastreuses. Le 16 décembre 1984, William Stevenson, le premier chasseur d'espions du Canada, écrivait dans le Toronto Sun que, d'après Chapman Pincher, le champion du monde, il était fort probable que Norman « avait travaillé pour le KGB dans les trois postes qu'il avait occupés », à savoir Tokyo, Wellington et le Caire. En outre, ajoutait-il, « un récent biographe est convaincu qu'[il] ... « est même responsable en partie de la décision de Moscou de donner le feu vert à la Corée du Nord d'envahir la Corée du Sud... ». »

Ce qui est sûr, c'est qu'on retrouve les deux allégations dans l'ouvrage de Pincher, Too Little Too Late (418), mais celui-ci dit tenir ses sources de Barros qui, à son tour, avait appris dans l'ouvrage Mike de Lester Pearson que le général MacArthur lui avait dit ainsi qu'à Norman que la Corée du Sud se trouvait à l'extérieur du périmètre de défense américain. Barros en déduisit astucieusement que si Norman avait transmis l'information au Kremlin - « et il pourrait l'avoir fait » - cet élément pouvait avoir contribué à la déclaration de la guerre de Corée. Au beau milieu d'un paragraphe par ailleurs cohérent, toutefois, Barros affirme que le Secrétaire d'État, Acheson, avait fait la même déclaration en public un mois plus tôt. (163-4) Les Russes auraient donc pu avoir cette information

tragiquement trompeuse pour le prix d'un quotidien! Pourquoi ce paragraphe devenu sans objet n'a-t-il pas été supprimé? C'est un petit mystère.

Mais comment Pincher aurait-il pu, et à travers lui Stevenson, ne pas remarquer ce détail à propos du discours d'Acheson? La raison pour laquelle Pincher a fait allusion au livre de Barros et non à l'ouvrage No Sense of Evil c'est que son ouvrage a paru deux ans avant celui de Barros! Dans sa hâte de lancer sa campagne de calomnie, Barros avait envoyé au grand Pincher une version préliminaire. Lorsqu'un éditeur informé ou un ami a porté le discours d'Acheson à l'attention de Barros, il n'a pas cru bon d'en tenir compte, a conservé un paragraphe maintenant dépourvu de sens et a omis de prévenir Pincher, permettant à une autre horrible hypothèse de faire son chemin. Tout cela parce que Pincher et Stevenson ont été confiants, ignorants et paresseux, et que Barros était trop impatient pour empêcher l'impression de cette accusation contre Norman. Une multitude de lecteurs ont lu que Norman, universitaire et diplomate distingué, était l'un des instigateurs d'une affreuse guerre qui a causé près de 2 millions de morts. Il est bien dommage qu'il ne soit pas là pour tenter un procès en diffamation.

Pincher et Stevenson ont commis l'imprudence de prendre au sérieux la version de Barros d'une autre situation, aussi comique celle-là que la guerre de Corée était grave. Elle a trait à l'allégation que Norman était un agent du KGB lorsqu'il était Haut-commissaire en Nouvelle-Zélande. La source des deux auteurs est uniquement Barros qui s'est quant à lui fié totalement à un unique témoin, directement impliqué celui-ci, plein d'amertume et excentrique. Ses accusations sont à première vue ridicules et auraient pu également être facilement vérifiées par quelques coups de téléphone ou la consultation du dossier pertinent. Mais Barros n'a pas voulu prendre le risque de rater une occasion de raconter une autre histoire déshonorante à laquelle il a consacré cinq pages. Son témoin un peu âgé est la veuve du Haut-commissaire qui a succédé à Norman. Ils découvrirent, affirme-t-elle, une résidence qui exhalait la trahison. La cuisinière ne savait pas faire la cuisine mais elle écoutait aux portes les conversations, tant en français qu'en anglais. Elle et le jardinier avaient réussi à aider un voisin à ouvrir un coffre-fort plutôt difficile à forcer. Ils posaient des questions sur la vie privée des gens et Norman répondait. Il laissait également traîner ses papiers et la clé de son classeur. Et « si ce n'est pas de la trahison » me demanda la veuve au téléphone, « qu'est-ce que c'est? ». Diefenbaker avait mis prématurément son mari à la retraite et Pearson, bien qu'il fût un « vieil ami », avait refusé de rouvrir le dossier. Du fait que Pearson n'aidait jamais ses « vieux amis », Barros en déduit qu'ici et ailleurs il devait avoir une raison, qui n'avait rien à

voir avec l'amitié, pour s'être porté ainsi avec tant d'obstination à la défense de Norman. Qu'est-ce que cela pouvait être? Barros aurait été bien avisé de lire quelques pages de l'excellente biographie de Pearson écrite par John English pour découvrir quel genre d'amitié il y avait eu entre Pearson et le haut-commissaire (114-5n).

Tout cela est si stupide que je me suis souvent demandé pourquoi j'avais fait une lecture sérieuse de No Sense of Evil. L'ennui est que trop de lecteurs, dont le professeur Jack Granatstein, considèrent le livre comme un ouvrage historique respectable. Et David Kilgour, député, a pris la peine d'écrire au ministre pour déplorer que je n'aie pas donné à la vieille dame toute l'audience qu'elle méritait. Mentionnons incidemment qu'il n'a pas versé de larmes sur le fait qu'à deux reprises Pincher se soit fait induire en erreur. Sa page sur Norman compte 16 erreurs, dont 8 sont grossières, et elles ne proviennent pas toutes de son coéquipier de Toronto.

Barros se fonde habituellement sur des témoins uniques, pourvu qu'ils contribuent à déprécier d'une façon ou d'une autre Pearson ou Norman. Quiconque contredit Norman est automatiquement dans le vrai. Mais un de ses autres témoins uniques, une femme assez âgée elle aussi, a mérité plus de cinq pages. Il s'agit d'Emma Woikin, la dame doukhorbor. Cette femme, alors qu'elle était attachée du chiffre aux Affaires extérieures, a été démasquée par Igor Gouzenko et a purgé une peine de prison en tant qu'espionne. D'après sa biographe, June Callwood, Woikin avait déjà un pied dans la tombe lorsqu'elle fut interrogée et s'alimentait la plupart du temps avec du jus d'orange et de l'alcool. Pendant des années elle avait eu des amis étonnants et s'en vantait un peu comme d'avoir été une amie personnelle de Pierre Trudeau. Mais l'histoire qui retint l'attention de Barros était décrite par Callwood comme étant « probablement le produit de l'imagination capricieuse d'une vieille femme », une de ces histoires qui « abusent de notre crédulité ». Sans se laisser abattre, Barros n'hésite pas à nous la raconter en long et en large. Il s'agit d'un dîner offert par Emma à Lester Pearson et à Herbert Norman. Le récit commence sur des interrogations mais, comme c'est souvent le cas avec Barros, il saute brusquement dans la réalité et c'est comme à un fait réel qu'il y fait allusion à plusieurs reprises dans la suite de l'ouvrage.

Barros émet l'hypothèse que l'appartement d'Emma était plutôt minuscule et qu'elle avait dû emprunter celui d'un ami. Étant donné qu'elle connaissait les Sokolov à l'ambassade soviétique, c'est dans leur maison que la scène s'était probablement déroulée. Barros mélange ensuite avec un autre dîner dont il a entendu parler par Mme Igor Gouzenko disant que c'était peut-être le même dîner ou peut-être pas, mais qu'en tout cas un futur premier ministre y était attendu. Mme Gouzenko

avait préparé le pirojki chez elle pour éviter de répandre l'odeur du chou dans la résidence des Solokov. Or, il pourrait trouver plutôt improbable qu'un diplomate soviétique ait pris le risque d'inviter à dîner, en petit groupe, une préposée du chiffre des Affaires extérieures qui faisait de l'espionnage pour le compte du Kremlin et deux hauts fonctionnaires du propre ministère de la dame.

Mais Barros ne perd pas son sérieux et pose la grande question, à savoir « était-ce Pearson ou était-ce Norman qui était sondé? ». Il décide que ce devait être « Pearson ». Sans pour autant assurer que les autres voyaient en lui le futur premier ministre, Barros conclut : « on peut affirmer que d'éminents Canadiens, incluant sans aucun doute Pearson et Norman, ont été les hôtes d'un dîner préparé par Emma Woikin » qui était elle-même assise à la table. (162) On peut concevoir, affirme-t-il carrément, « qu'un rapport écrit ... fut remis en mains propres à Moscou par Motinov [un agent de l'ambassade] au début de juillet... » (162).

Si l'on suppose, ce qui est fort improbable, que le dîner d'Emma a vraiment eu lieu, pourquoi est-ce qu'il apparaît à notre limier comme faisant partie d'un mauvais dessein? L'Union soviétique, après tout, était à l'époque le vaillant allié du Canada. Les soupçons de Barros furent par ailleurs renforcés par un déjeuner que Pearson avait partagé avec un diplomate soviétique à Washington. Il avait trouvé ce diplomate intéressant et pensé qu'ils pourraient se revoir, mais il avait pris la précaution d'envoyer une demande d'enquête à Norman Robertson, le sous-secrétaire, sur les antécédents de l'homme en question. Curieuse façon d'agir pour quelqu'un qui veut s'engager dans une « liaison dangereuse »! Mais rien n'arrête un chasseur d'espions professionnel. (Barros 198-9)

L'une des techniques auxquelles Barros a fréquemment recours pour impressionner les crédules est de décrire d'une façon apparemment professionnelle la manière de fonctionner des services secrets soviétiques et d'émettre ensuite l'hypothèse que c'est ce qui a dû arriver dans l'« affaire d'espionnage » d'Herbert Norman ». Par exemple, après avoir expliqué que tous les agents soviétiques sont dirigés par un contrôleur, Barros épiloque pendant huit pages sur l'identité probable des contrôleurs de Norman. (149-59) Ceci sans avoir le moindrement prouvé que Norman était un agent. De même, il se demande qui a bien pu recruter Norman avant d'introduire une preuve quelconque que ce dernier a en fait été recruté. (7)

L'un des instruments qu'il sait le mieux manier dans sa panoplie de chasseur d'espions est naturellement de décréter l'individu coupable par association. Dans un livre dépourvu de faits précis, dûment fondés, cette arme est employée à presque

toutes les pages. L'un des exemples les plus flagrants est la révélation fracassante que Norman avait rencontré dans sa vie à cinq reprises des agents célèbres, « Guy Burgess, Chi Ch'ao-ting, V. Frank Coke, Kim Philby et Victor (sic) Sorge » (II.24). Un autre sinistre quintette avait occupé le premier plan à Cambridge. Notant que cinq des étudiants communistes qui fréquentaient Cambridge à l'époque de Norman étaient devenus des agents soviétiques auprès du gouvernement britannique, Barros écrit : « à coup sûr, ceux qui ont affirmé que Norman a été loyal envers son pays après être entré aux Affaires extérieures prenaient position en faveur de quelqu'un qui était véritablement unique en son genre. » (137) Brillante affirmation de journaliste, peut-être, mais un spécialiste des sciences sociales et, à vrai dire tout lecteur sérieux, sera curieux de savoir le nombre d'étudiants communistes qui fréquentaient Cambridge au milieu des années 30 (environ 200), la taille de la population étudiante (environ 6000) et la proportion de diplômés de Cambridge qui entrèrent au service du gouvernement (probablement un quart) avant d'évaluer les possibilités pour une personne de devenir un traître. Le fait que trois des condisciples de Norman à Cambridge et deux étudiants qui reçurent leur diplôme peu après son arrivée aient pris cette voie est intéressant, mais n'a guère de portée statistique.

En tant que communiste pendant environ six ans et ensuite en sa qualité de diplomate pendant dix-sept ans, Norman a rencontré de nombreux communistes. En dépit des accusations mal fondées de Barros, toutefois, peu sont devenus des amis intimes et encore moins le sont restés. Barros se fie aveuglément, en ce qui a trait à l'information, à Philip Jaffe et à Patrick Walsh, qui tous deux sont devenus des informateurs de police dont la crédibilité est sujette à caution. À vrai dire, les autorités en s'ont venues à douter de l'affirmation de Walsh disant qu'il avait été communiste! Jaffe conçut beaucoup d'amertume lorsque Norman rompit avec lui et le procès-verbal de sa déposition conservé à la bibliothèque de l'université de Toronto contient beaucoup de faux renseignements. Or, il semble être la seule source qui permet d'affirmer que Chi Ch'ao-ting et V. Frank Coe furent des « intimes » de Norman. Norman ne se sépara pas de Tsuru mais, dès 1945, l'époque du parti semblait révolue, et il était devenu un économiste et un fonctionnaire extrêmement respectés. Barros attire à plusieurs reprises l'attention sur la participation de Norman au « groupe nocturne d'études marxistes » à Tokyo. Mais s'ils se rencontraient véritablement comme il le prétend, « fréquemment et tout à fait ouvertement » (49), cette participation contredit parfaitement son affirmation voulant que Norman en poste au Japon ait travaillé, là comme ailleurs, comme agent clandestin du KGB. De même, l'enthousiasme de Norman à la libération de deux prisonniers communistes, sévèrement condamné par Barros, ne correspond pas à ce que l'on serait en droit

d'attendre d'un agent soviétique cherchant à rester dans la clandestinité.

Encore plus que la plupart des Canadiens, Barros croit que le Canada est dirigé par « l'establishment d'Ottawa » ou une sorte de clique où les amis se protègent mutuellement. Il ne produit aucune preuve ni argument à l'appui de ses thèses et ne se laisse même pas ébranler par l'apparente contradiction de cette théorie avec le traitement injuste, puisqu'il le considère comme tel, réservé au haut-commissaire de Nouvelle-Zélande, membre en règle de cette clique. Les enfants de ministre, affirme Barros, sont automatiquement acceptés comme membres honoraires de l'establishment. Il n'est pas de mon propos de me pencher sur une telle affirmation, mais le raisonnement qu'elle implique, à savoir que d'être issu d'un milieu privilégié explique la façon dont Norman fit son chemin au sein du gouvernement, est clairement absurde. Il gagna des bourses, par concours, pour Cambridge et Harvard, où il fréquenta, comme nous l'avons vu, des gauchistes non issus de l'establishment. Son entrée aux Affaires extérieures est décrite par Barros, qui ne craint pas d'être illogique et inexact, comme étant le résultat de démarches opiniâtres ». (29) « Il remua ciel et terre ... pour être engagé par les Affaires extérieures », dit Barros au député David Kilgour, dans un document d'information. Il semble plutôt qu'il vint combler un besoin des Affaires extérieures qui voulaient recruter un spécialiste en japonais. Il n'eut pas besoin de piston. La correspondance échangée avec le sous-secrétaire, M. O.D. Skelton, montre « un certain embarras » plutôt qu'une insistance opiniâtre » (Hillmer, 564). Quant à l'hypothèse de Barros voulant que le sous-secrétaire, en raison de son passé de sympathisant socialiste, ait pu s'enticher d'un jeune gauchiste, elle est tout à fait risible; le mémoire de doctorat de Skelton sur le socialisme, dont Barros affirme qu'il était apprécié par Lénine, était en fait une critique rigoureuse et Skelton était un nationaliste convaincu et un conservateur. En outre, Norman Hillmer, le directeur de thèse de Skelton, n'a pas réussi à trouver des preuves à l'appui du mythe de Lénine. Hélas!

Pourquoi Norman préféra-t-il la diplomatie à une chaire de professeur de faculté alors que plusieurs universités lui en offraient une? Barros affirme que c'était parce qu'il avait été « programmé » à Cambridge, peut-être par « Otto », pour devenir une taupe soviétique infiltrée dans les services du gouvernement canadien. Il ne retint pas la possibilité que Norman ait pu ne pas aimer enseigner. (Norman avait été contraint de démissionner du Upper Canada College en raison de son incapacité à maintenir la discipline et détestait parler à des groupes.) Barros ne tient pas non plus compte du grand nombre d'universitaires, à commencer par Skelton et Pearson, qui ont préféré la colline du Parlement et la proximité du pouvoir à la tour d'ivoire. Norman,

en outre, était suffisamment génial pour posséder les deux; il pouvait réussir en tant que diplomate et rester un universitaire fécond de renommée mondiale dans le domaine de son choix.

Pourquoi Pearson le défendit-il? Barros suggère que c'était en partie en raison du fait que leurs pères étaient tous deux des pasteurs méthodistes, mais surtout parce que Pearson et Norman étaient tous deux des sympathisants soviétiques. Il est incapable de concevoir que Pearson et d'autres personnes du ministère aient pu considérer Norman comme un représentant éminent, loyal envers le Canada, qu'il aurait été injuste de ne pas le défendre et que cette attitude aurait sapé le moral du ministère. Il remarque que Pearson a fait de cette question le symbole de la souveraineté nationale et qu'il était furieux des grossières manigances du comité du Congrès dans sa chasse aux sorcières. Il n'était pas le seul, c'est le sentiment que ressentait la plupart des Canadiens, ce qu'en tant que politicien il ne pouvait ignorer.

Sur la question de l'anti-américanisme, Barros devient insupportable. L'émotion autour de la mort de Norman, prétend-il, a été orchestrée, sinon inventée par le gouvernement. Ce n'était qu'un autre cas « de dénigrement systématique des Américains ... une vieille et honorable tradition au Canada et souvent payante sur le plan politique du surcroît. » (130, 127) Il affirme que les Britanniques avaient donné à Ottawa plus de preuves préjudiciables que ne l'avaient fait les Américains mais avaient été épargnés. « Dénigrer le cousin anglais, expliquait-il, était moins payant que de dénigrer le voisin américain. » Or, le « cousin » avait réuni son information auprès de sources clandestines, appropriées, et il avait rectifié le tir lorsque de nouveaux éléments, portant moins atteinte à la réputation de Norman, avaient fait leur apparition. Notre « voisin », au contraire, avait trafiqué les propres informations du Canada, inventé de fausses preuves et, trahissant la promesse qu'ils avaient faite, remis cette bombe dans les mains des médias du monde entier; le « voisin » était par conséquent en grande partie responsable de la mort de l'un des hommes les meilleurs et les plus brillants du Canada, mais Barros n'accorde aucune importance à ces nuances. La lecture de ce qu'il dit sur ce dénigrement systématique des Américains m'incite à me mettre personnellement dans le camp de ceux qui portent les coups.

Comme le prouve le cas personnel de Barros, il n'est pas impossible de vivre vingt ans dans un pays étranger et de demeurer loyal à son pays d'origine. Toutefois, lorsqu'on est né et qu'on a été élevé à l'étranger, prétend-il, c'est totalement différent. Le foyer de Norman au Japon était canadien et il fréquentait la Canadian Academy à Kobe, mais Barros n'en affirme pas moins que sa loyauté n'avait rien à voir avec celle des « jeunes de son époque qui, ayant grandi au Canada, savouraient

quotidiennement les symboles de loyauté qui les rattachaient à la Couronne : entonner le God Save the King et regarder l'Union Jack flotter dans le vent en haut de son mât. » (10) « Bien qu'il fût sur le plan juridique un ressortissant canadien, il devint un individu qui, en raison de ses valeurs profondes, était quelque chose de moins que cela. » (9) Lorsqu'il fréquentait Harvard, il semble qu'il avait même « essayé d'obtenir la nationalité américaine. » (10) Barros n'a que l'extravagant Jaffe comme source de ce fait assez improbable.

Pearson se joignit à Norman dans le camp des suspects parce que le méthodisme, la foi de leur père qu'ils avaient tous deux abandonnée, leur avait mis en tête des idées provocatrices sur la justice sociale et l'internationalisme. (10) En expliquant comment Pearson pouvait être devenu « une taupe de Moscou » ou du moins « un sympathisant idéologique inconscient », Barros en vient à évoquer « l'évangile social, qui de toute évidence était à l'honneur dans le foyer méthodiste où il avait été élevé » et dont il est fait mention dans les mémoires de Pearson « lorsqu'il parle des discussions tardives avec des amis de collège sur la sottise de la politique qui aboutit à la guerre mais a négligé des plaies sociales comme la pauvreté et l'injustice. » (201) Dangereuses les idées véhiculées par le méthodisme!

Comme nous l'avons vu, Norman fut pendant plusieurs années un communiste douloureusement doctrinaire. Mais même à cette époque, il continua à rejeter fermement le déterminisme historique et pensait qu'il pourrait très bien y avoir une régression dans le développement humain. À vrai dire, l'Europe nazie laissait entrevoir cette possibilité. Dans la préface de son premier ouvrage, il avait écrit « ... il n'est pas nécessaire d'admettre ... un inéluctable déterminisme dans les affaires des hommes et des États ». Barros affirme tout à fait gratuitement que « Norman croyait dans la grande marche de l'histoire... peu importe ce qu'il faisait, peu importe l'illégalité dans laquelle il était, il pouvait se justifier idéologiquement et psychologiquement. Les lois du matérialisme dialectique du communisme étaient plus élevées que celles régissant le Canada, plus élevées que tout serment de secret et plus grandes que les préoccupations à l'égard de la sécurité nationale. » (184) Ces lignes sont si étrangères au caractère de Norman et aux idées qu'on lui connaît qu'elles constituent une véritable calomnie. Norman avait un sens extrêmement développé du vrai et du faux, du bien et du mal. L'auteur de No Sense of Evil aurait intérêt à lire le magnifique rapport que fit King Gordon sur l'état d'esprit de Norman deux jours avant son suicide. Norman avait parlé de l'enquête du Sénat comme « d'un mal, comme s'il s'agissait d'une chose incarnée... ayant le pouvoir de détruire la vie, de détruire le monde ». Et lorsqu'il avait quelque temps auparavant appris la mort du président du sous-comité, il s'était

permis le rare luxe d'un dur sarcasme : "lorsqu'il y a la mort, il y a de l'espoir. »

À propos du mal, que l'on songe à la réaction de Barros lorsque Joe Clark refusa d'agréer sa demande, transmise par le député Alex Kindy, d'expliquer la raison pour laquelle il protégeait « une ancienne taupe du KGB soviétique. » Clark répondit qu'il serait inutile et indigne de débattre de questions vieilles de trente ans à la Chambre. Barros lui renvoya la balle à la seconde édition de son livre : « ... même après quarante ans, le gouvernement, persuadé qu'il est dans son bon droit, n'a aucun scrupule à remettre sur le tapis la question de crimes de guerre commis ailleurs. L'espionnage contre le Canada serait-il un crime moins grave? » (221)

Mais abordons des questions plus légères, et de moindre importance : pourquoi Barros gratifie-t-il Robert Morris, avocat en chef du sous-comité du Sénat qui s'acharna contre Norman, du titre de juge? Morris, il est vrai, avait siégé en tant que magistrat local mais tous les journalistes, les autres auteurs et ses collègues parlent de lui tout simplement en disant Robert Morris ou « Bob ». Barros cherche-t-il à camoufler le fait que la conduite de Morris fut absolument contraire à ce qu'on attend d'un juge? Et pourquoi fait-il si souvent allusion au « roi du Canada » lorsque tous ceux que je connais se contenteraient de dire le Canada? Serait-il persifleur? En tout cas, il est sûr qu'il ne peut être sérieux lorsqu'il suggère que Washington a peut-être bien donné à Pearson des renseignements trompeurs dans l'espoir qu'il les transmettrait à Moscou. » « Il est regrettable, ajoute-t-il, que cette théorie ne puisse être vérifiée actuellement ».

Mais peut-être qu'il ne plaisante pas. Michael Fry a démontré (International Perspectives, mars-avril 1989) qu'en tant qu'historien de la diplomatie, Barros n'a pas la moindre compréhension de la place du Canada dans la diplomatie du triangle Atlantique. En particulier, il n'a rien compris à Pearson et à la façon dont il était considéré à Londres et à Washington. Pearson ne chercha jamais l'affrontement, mais avec l'appui de la plupart des Canadiens, il s'opposa souvent aux politiques traditionnelles de pouvoir qui avaient la faveur de nos plus proches alliés comme ce fut le cas, par exemple, lors de l'invasion de l'Égypte par la Grande-Bretagne avec la France et Israël et à l'occasion de la marche désastreuse de MacArthur sur le Yalu au cours de la guerre de Corée. Sous des dehors désinvoltes, Pearson était sérieux, largement respecté et coriace; les Acheson et les Eden ne purent souvent répondre qu'avec des insultes sarcastiques. Ils pensaient qu'il était prématuré de construire des ponts entre l'Amérique et le Tiers Monde mais jamais, jamais ils ne commirent l'erreur, comme l'affirme si souvent Barros, de penser que l'éminent architecte

de l'OTAN était épris d'idées communistes. L'idée de Barros qu'Anthony Eden avait été averti à propos de Norman et les allégations de Bentley à propos de Pearson qui expliquent, d'après eux, pourquoi les Britanniques au cours de la crise de Suez avaient demandé aux Suisses plutôt qu'aux Canadiens de les représenter au Caire sont grotesques. Si c'est la politique canadienne qui est en cause, il est certain que ses objections à la participation désastreuse d'Eden à la crise de Suez est une explication valable. (205)

Quant au paragraphe qui suit, il convient de le lire avec attention de façon à apprécier l'intensité de la méfiance de Barros à l'égard des Affaires extérieures :

Le document dont seulement une photocopie de l'original est accessible pour examen semble avoir été produit sur la même machine à écrire que celle que l'inspecteur MacNeil utilisait pour ses communications antérieures avec les Affaires extérieures. Des photocopies de ces documents ont été présentées à Donald N. Brown du Pacific Forensic Science Consultants and Services Ltd. et, après un examen minutueux et une comparaison approfondie, Brown a conclu qu'il y avait « certains éléments qui indiquaient que TOUTE la dactylographie » des pièces soumises « pouvait avoir été exécutée par une seule et même machine à écrire. » Toutefois, à moins que l'original de ce document et de ceux qui ont été envoyés au préalable par MacNeil puisse être examiné par un expert comme Brown, il serait peu prudent d'affirmer catégoriquement que toutes ces communications ont été dactylographiées sur la même machine à écrire. (77)

Le document qui a fait l'objet d'un examen professionnel est la version préliminaire du rapport du 1<sup>er</sup> décembre 1955, envoyé par la GRC au FBI pour rectifier son rapport tout à fait erroné et préjudiciable du 17 octobre. Il fut accepté par certains membres du service de la sécurité des États-Unis, mais jamais par le sous-comité du Sénat sur la sécurité interne auquel il était réellement destiné. Barros, quant à lui, préférerait de beaucoup la première version imparfaite et ne pouvait pas croire que les agents de la GRC avaient pu de bonne foi accepter de le modifier simplement en raison de la véracité des faits. Ils avaient peut-être été circonvenus par cette clique de « vieux copains » trop instruits d'Oxford ou de Cambridge, en place aux Affaires extérieures, ou du moins intimidés par eux. Peut-être que Pearson les avait contraints par le biais d'une instance politique supérieure. Peut-être que la GRC n'avait jamais rédigé le rapport. Peut-être que les Affaires extérieures ... (Avant de rire, rappelez-vous que ce fut une machine à écrire qui permit de piéger Alger Hiss!)

Après toute la hargne évidente de Barros à l'égard de Norman et de Pearson, la façon dont il appréhende leurs rôles est étonnamment modérée. « Ce sont des agents d'influence, explique-t-il, qui collaborent consciemment à la réalisation des objectifs d'une puissance étrangère mais qui ne sont pas officiellement recrutés et contrôlés! » On peut dire que ce sont des individus « inconscients mais manipulés »; Norman serait indubitablement tombé dans cette catégorie. » (144) « C'est moi qui souligne » « Inconscient? » Est-ce que le cérébral Herbert Norman aurait accompli toute cette monstrueuse tricherie sans être au courant de ce qu'il faisait? L'excuserons-nous parce qu'il ne savait pas ce qu'il faisait? Tout en répondant à cette question, Barros pourrait nous dire comment Pearson pouvait être un « sympatisant idéologique inconscient. » (201) Le fait de n'être pas conscient de ses propres sympathies semble un défaut commun, mais quant à être « inconscient sur le plan idéologique », cela confond l'imagination, pour reprendre l'une des expressions favorites de Barros.

Cet examen, bien que plus étendu que le livre ne le mérite, est loin d'avoir fait le tour de toutes les duperies, les incohérences, les extravagances et les bourdes. Je ne cacherai pas qu'il m'a fait aussi souvent rire intérieurement qu'il m'a fait bouillir de colère. J'étais tenté d'écrire que No Sense of Evil est un livre malfaisant. Son caractère destructeur est répugnant, ses pensées souvent mesquines. Sa campagne passionnée pour protéger son message jusqu'à le faire transmettre en primeur par les livres des autres est vraisemblablement unique en son genre dans le monde universitaire.

Mon principal sentiment, toutefois, reste un sentiment de perplexité. Comment l'auteur de plusieurs ouvrages sérieux, universitaires, un homme qui occupe un poste correctement rémunéré dans la première université de langue anglaise du Canada, peut-il produire un livre aussi inepte dans son exécution qu'il est indigne dans son objet apparent? Même si Barros condamne le sénateur McCarthy (212) et propose même qu'on lui décerne le prix Lénine pour avoir desservi la démocratie américaine, ce livre rappelle à de nombreux égards le maccarthysme. La critique n'est pas intégralement juste. McCarthy croyait peu à ce qu'il disait et ne faisait aucune recherche. Barros y croit - et après? - et il a consacré à son projet une quantité énorme d'efforts, d'imagination et de passion. Il est triste qu'il ne se soit pas attelé à une tâche plus valable.

Et il est déconcertant également de voir que Barros a réussi à obtenir une audience sérieuse auprès de quelques députés, d'autres auteurs chasseurs d'espions et certains jeunes universitaires de Toronto. N'y aurait-il pas à Toronto une « clique de vieux copains » pour protéger l'un des siens?

**Peyton Lyon**

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20000844 2



DOCS  
CA1 EA 90L53 FRE  
Lyon, Peyton V, 1921-  
Les diverses loyautés de E. Herber  
Norman  
43255533



60984 81800